

CONSEIL COMMUNAL DE BRUXELLES
GEMEENTERAAD VAN BRUSSEL

Séance publique du lundi 10 septembre 2018

Openbare vergadering van maandag 10 september 2018

Séance publique

Openbare zitting

La séance publique est ouverte à 17 heures sous la présidence de M. Jacques Oberwoits, Président.

De openbare vergadering wordt geopend om 17 uur onder voorzitterschap van de heer Jacques Oberwoits, Voorzitter.

Excusés - Verontschuldigen : Mmes Vivier, Temmerman et Abbad, M. Smet.

Démission de M. Mohamed El Hamrouni de ses fonctions de Conseiller communal – Ontslag van dhr. Mohamed El Hamrouni als Gemeenteraadslid

M. le Président.- Le 03/09/2018, M. Mohamed EL HAMROUNI a présenté sa démission par écrit. Je demande aux membres du Conseil communal de prendre officiellement acte de cette démission.

Le Conseil communal prend acte de la démission de M. Mohamed EL HAMROUNI de ses fonctions de Conseiller communal. Aujourd'hui, il sera procédé à la vérification des pouvoirs et à l'installation du suppléant appelé à remplacer M. EL HAMROUNI au Conseil communal, à savoir M. Mohamed ARBAI.

Considérant que M. Mohamed EL HAMROUNI a été élu sur la liste n° 6 (cdH) des élections communales du 14/10/2012 ;

Considérant que Mme Kathrine JACOBS était proclamée 1ère suppléante de la liste n° 6 (cdH) à l'issue des élections communales du 14/10/2012 et qu'elle a été installée comme Conseillère communale le 22/06/2015, suite à la démission de M. Said EL

HAMMOUDI ;

Considérant que Mme NYANGA-LUMBALA Mie-Jeanne était proclamée 2e suppléante de la liste n° 6 (cdH) à l'issue des élections communales du 14/10/2012 et qu'elle a été installée comme Conseillère communale le 11/09/2017, suite à la démission de Mme Kathrine JACOBS ;

Considérant que le 3e suppléant du tableau des suppléants de la liste cdH, tel qu'établi après les élections, est M. Mohamed ARBAI, né à Bruxelles, le 02/09/1994, domicilié à 1000 Bruxelles, Boulevard de Nieupoort 17 bte 1 et ayant obtenu 621 voix nominatives et 0 suffrage attribué par dévolution, soit 621 voix au total lors des élections du 14/10/2012 ;

J'informe le Conseil qu'il ressort de la vérification des pouvoirs préalablement effectuée que l'intéressé continue à remplir toutes les conditions d'éligibilité et qu'il ne se trouve pas dans un cas d'incompatibilité prévu par la loi. Dès lors, il demande au Conseil de valider les pouvoirs de M. Mohamed ARBAI et d'autoriser son installation comme membre de cette assemblée.

J'invite M. Mohamed ARBAI à s'approcher en vue de prêter le serment constitutionnel devant le Bourgmestre.

M. Mohamed ARBAI prête le serment suivant en français :

Dhr. Mohamed ARBAI legt de volgende eed af in het Frans :

« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du Peuple belge. »

M. le Bourgmestre donne acte à M. Mohamed ARBAI de sa prestation de serment et le déclare installé en qualité de Conseiller communal de la Ville de Bruxelles, en remplacement de M. Mohamed EL HAMROUNI, démissionnaire, dont il achèvera le mandat. M. Mohamed ARBAI occupera la 49e place sur le tableau de préséance.

M. le Président.- J'invite M. Mohamed ARBAI à prendre place au siège qui lui est réservé.

Procès-verbal de la séance du 25 juin 2018

Notulen van de zitting van 25 juni 2018

M. le Président.- Conformément à l'article 89, alinéa 2, de la Nouvelle loi communale et à l'article 7 du règlement d'ordre intérieur, le projet de procès-verbal de la séance du 25 juin 2018 a été mis à la disposition des membres du Conseil communal sept jours francs avant ce jour.

Overeenkomstig artikel 89, alinea 2, van de Nieuwe Gemeentewet en artikel 7 van het huishoudelijk reglement, werden de ontwerp-notulen van de zitting van 25 juni 2018 ter inzage van de Gemeenteraadsleden gelegd, gedurende de zeven voorbije vrije dagen.

Communications – Mededelingen

M. le Président.- Conformément aux dispositions des articles 234 et 236 de la nouvelle loi communale, le Collège a ajouté à l'ordre du jour les points 273 et 276 à 278 repris au supplément à cet ordre du jour, daté du 06/09/2018.

Overeenkomstig de bepalingen van de artikels 234 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College de agenda aangevuld met de punten 273 en 276 tot 278, vermeld in het bijvoegsel bij de agenda dd. 06/09/2018.

M. le Président.- Vu l'urgence, le Collège propose d'ajouter à l'ordre du jour les points 265 à 272, 274, 275 et 288 repris au supplément à cet ordre du jour, daté du 06/09/2018.

Gelet op de dringendheid, stelt het College voor om de agenda aan te vullen met de punten 265 tot 272, 274, 275 en 288 vermeld in het bijvoegsel bij de agenda dd. 06/09/2018.

- **L'urgence est admise à l'unanimité.**
- **De dringendheid wordt eenparig aangenomen.**

Questions orales - Mondelingen vragen

M. le Président.- La liste des questions orales annoncées au plus tard le jeudi à minuit a été mise à disposition via la plateforme SharePoint. Elle a été complétée par des questions d'actualité introduites avant midi, acceptées par le Collège, de Mmes Jellab et Debaets, et de M. Van den Driessche sur l'état de l'infrastructure de l'Institut Anneessens-Funck ; de Mme Persoons sur la Porte du Rivage, de Mme Persoons sur les travaux dans la partie Fontainas-Lombard ; de Mme Lemaitre sur l'annonce dans la presse d'une rencontre entre le ministre Jambon et le Bourgmestre au sujet de l'approche de la problématique des transmigrants.

De lijst van mondelinge vragen aangekondigd ten laatste op donderdag te middernacht werd ter beschikking gesteld via het Sharepoint platform. Ze werd aangevuld met actualiteitsvragen ingediend voor 12u, en aanvaard door het College : van mevr. Jellab, mevr. Debaets en dhr. Van den Driessche betreffende de staat van de infrastructuur van het Instituut Anneessens-Funck; van mevr. Persoons betreffende de Oeverpoort; van mevr. Persoons betreffende de werken in het stuk Fontainas-Lombard; van mevr. Lemaitre betreffende de aankondiging in de pers van een ontmoeting tussen Minister Jambon en de Burgemeester over de aanpak van de problematiek van de transmigranten.

Communication de décisions prises par l'autorité de tutelle - Mededeling van beslissingen van de toezichhoudende overheid

M. le Président.- J'informe les membres du Conseil communal de l'arrêté du ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale approuvant, sous réserve de modifications, le feuillet 01/2018 des modifications budgétaires adoptées par le Conseil communal en sa séance du 25/06/2018.

Pris acte.

Akte genomen.

Communications relatives aux associations subventionnées - Mededelingen
betreffende de verenigingen die toelagen ontvangen

M. le Président.- J'invite les membres du Conseil communal à prendre connaissance au Secrétariat des assemblées des comptes, bilan, rapport financier et de gestion des associations suivantes :

- MET-X asbl, au 31/12/2016 et au 31/12/2017 ;
- Ommegang Brussels Events asbl, au 31/12/2016 et au 31/12/2017 ;
- Agence immobilière sociale à Bruxelles asbl, au 31/12/2017 ;
- Centre culturel de Bruxelles Nord - Maison de la création asbl, au 31/12/2017 ;
- École de sports de l'Université Libre de Bruxelles en abrégé École de sports de l'U.L.B. asbl, au 31/12/2017 ;
- Entraide Bruxelles asbl, au 31/12/2017 ;
- Les Cuisines bruxelloises, association de droit public, au 31/12/2017 ;
- Maison du spectacle La Bellone asbl, au 31/12/2017 ;
- Royal IV Brussels en abrégé RIV Brussels asbl, au 30/06/2017 ;
- Rock the City! asbl, au 31/12/2017 ;
- Service d'Aide aux Familles Bruxelloises asbl, au 31/12/2017 ;
- Ancienne Belgique asbl, au 31/12/2017 ;
- Brufête-Brufeest asbl, au 31/12/2017 ;
- "Jeugd in Brussel" (JIB) asbl, au 31/12/2017 ;
- La mission locale pour l'emploi de Bruxelles-Ville asbl, au 31/12/2017 ;

J'invite les membres du Conseil communal à prendre connaissance au Secrétariat des assemblées des comptes, bilan, rapport financier et de gestion corrigés pour les années 2016 et 2017 de l'association visit.brussels.

J'invite les membres du Conseil communal à prendre connaissance au Secrétariat des assemblées des comptes, bilan, rapport financier et de gestion des associations suivantes :

- Bruxelles Laïque asbl, au 31/12/2017 ;
- « De Vlaamse Radio en Televisieomroeporganisatie" Société anonyme de droit

- public, au 31/12/2017 ;
- Event International SA, au 31/03/2016 ;
 - "Gemeenschapscentrum Nohva" asbl, au 31/12/2017 ;
 - Jeunesse à Bruxelles asbl, au 31/12/2017 ;
 - Office de réadaptation sociale asbl, au 31/12/2017 ;
 - Memorial Van Damme asbl, au 31/12/2017 ;
 - PROSPORT Bruxelles-Brussel asbl, au 31/12/2017 ;
 - Société royale union nautique de Bruxelles asbl, au 31/12/2017 ;
 - Théâtre Royal de Toone - Centre folklorique de l'Ilot Sacré asbl, au 31/12/2017 ;
 - Logement régional Bruxellois, en abr. LOREBRU SC, au 31/12/2013 ;
 - Logement régional Bruxellois, en abr. LOREBRU SC, au 31/12/2014 ;
 - Logement régional Bruxellois, en abr. LOREBRU SC, au 31/12/2015 ;
 - Accueil et Rencontre Bruxellois autour de l'Enfance en abrégé A.R.BR.E asbl, au 31/12/2017 ;
 - Bains de Bruxelles asbl, au 31/12/2017 ;
 - Convivence-Samenleven asbl, au 31/12/2017 ;
 - Les Amis des Bibliothèques de la Ville de Bruxelles asbl, au 31/12/2017 ;
 - Maison(s) de Quartier - Centre d'animation sociale de quartier association de droit public, au 31/12/2017 ;
 - Resto Modèle asbl, au 31/12/2017 ;
 - Royal Brussels Lawn Tennis Club en abrégé Royal Brussels LTC asbl, au 31/12/2017 ;
 - Théâtre Royal du Parc Fondation d'utilité publique, au 30/06/2017.

Pris pour information.

Kennis genomen.

Dossiers de M. le Bourgmestre

- Accord de la section.

Dossier Renobru

M. Fassi-Fihri.- Au mois de juin, nous avons déjà eu l'occasion de discuter du dossier Renobru à l'occasion des modifications budgétaires. À l'époque, j'avais demandé que l'on reporte le point qui visait un budget assez considérable destiné à financer le déficit de Renobru. L'argument que j'avais avancé était que l'on ne pouvait pas demander au Conseil communal de se prononcer sur une question budgétaire sans disposer des documents ad hoc et sans avoir la possibilité de comprendre la situation.

Vous avez fait le choix de passer en force. Vous avez décidé de ne pas reporter le point. Selon moi, cela a été une erreur. Il était de votre droit de passer en force sans tenir compte de la transparence nécessaire dans ce dossier. Il était aussi de mon droit de continuer de demander une telle transparence et les documents utiles. Cet été, j'ai écrit à la tutelle, au ministre-président, lui demandant d'obtenir l'ensemble des documents qui nous avaient été refusés au mois de juin et d'envisager la possibilité de casser la décision du Conseil communal du mois de juin. J'estimais en effet qu'elle n'était pas légale ou administrativement correcte, puisqu'il s'agissait de dégager de l'argent sur la seule base de votre explication orale, sans aucun document à l'appui.

J'ai donc été positivement surpris de constater qu'à l'ordre du jour de ce Conseil communal figurait un point d'information sur la situation de Renobru, mais aussi la réinscription de la même décision de modification budgétaire qu'en juin. Autrement dit, vous régularisez la situation par rapport à votre décision du mois de juin. Vous admettez avoir commis une erreur. Il est dommage d'avoir perdu tant de temps et d'avoir donné l'impression de ne pas respecter les principes minimaux de bonne gouvernance, alors que votre majorité venait de s'engager sur un grand changement de méthode et une volonté forte de bonne gouvernance. Votre refus de faire la transparence à l'époque n'a pas joué en faveur de votre majorité, car il a jeté le doute sur votre volonté réelle, voire votre capacité de changer de méthode et de tourner la page de pratiques du passé.

Je prends acte de votre démarche. Elle fait suite au travail de vigilance démocratique mené par l'opposition. J'espère que l'ensemble des forces représentées ici en tireront les leçons pour les six années qui nous attendent, quelle que soit la future majorité. La présente majorité termine sur une mauvaise note et j'espère que nous arrivons à la fin de ce mauvais feuillet de l'été.

Cet après-midi, juste avant le Conseil, nous avons assisté à une séance spécifiquement consacrée à Renobru. La discussion a été intéressante et utile. Je remercie le directeur général qui est venu nous présenter la situation. Je retiens des documents que nous avons enfin reçus et de la présentation orale qu'il se pose clairement un problème de mauvaise gestion au sein de Renobru et du Projet X depuis plusieurs années. De mauvais choix ont été opérés. Je prends pour exemple l'achat de bâtiments au mauvais moment, lorsque l'on s'est rendu compte d'un déséquilibre dans les finances de Renobru. Se posait également un problème de gouvernance : une seule réunion du conseil d'administration par an pour une institution importante qui génère une activité économique considérable et gère beaucoup d'argent public. Notons également des erreurs administratives, avec des permis d'urbanisme qui n'étaient pas demandés, des dossiers qui n'étaient pas suivis, des retards qui menaient à une sous-utilisation, voire une perte de subsides publics.

En résumé, ce qui ressort des documents et de la présentation, c'est une mauvaise gestion de Renobru. J'espère que le report du mois de juin dernier et le passage en force n'étaient pas une tentative de cacher cette mauvaise gestion. Personne n'y gagne. J'estime que le nouveau directeur adopte la bonne attitude. Il recherche la raison du problème, il s'y attaque et tente de dégager des solutions. C'est comme cela que j'interprète sa volonté de commander un audit externe pour appuyer l'audit interne réclamé.

Je regrette cet épisode. Des solutions opérationnelles ont été proposées. J'espère que les uns et les autres en tireront des leçons utiles pour les six prochaines années.

De heer Dhondt.- Mijnheer de voorzitter, ik heb ook opmerkingen bij de rekeningen en de begrotingswijziging.

Voor Ecolo-Groen is dit dossier een voorbeeld van oude politieke cultuur. Het toont aan dat deze meerderheid het nog altijd niet goed begrepen heeft. Het College heeft voor de zomer nog snel geprobeerd de potjes af te dekken door een begrotingswijziging te laten goedkeuren. Het werd echter teruggefloten door de toezichthoudende overheid, die zegt dat men niet zomaar zonder verantwoording 1,8 miljoen aan de begroting kan toevoegen. De poging van de meerderheid om het dossier er snel door te duwen is dus niet gelukt.

Ons wordt nu gevraagd om de rekeningen van 2013 tot 2017 goed te keuren. Bij goed bestuur wordt elk jaar gevraagd de rekening goed te keuren, maar dat is hier niet gebeurd. De wetgeving werd dus jarenlang met voeten getreden. De gemeenteraad heeft nooit inzage gekregen in die documenten. Artikel 12 van de reglementering werd niet nageleefd.

Na de toelichting in de commissie van de directeur-generaal stel ik vast dat het voor mij minder gaat om een probleem van financieel wanbeheer dan wel om een probleem van politiek bestuur. De directeur-generaal verklaarde tijdens de toelichting dat een heleboel werven in 2015 vertraging hadden opgelopen, met een verlies van subsidie en doorlopende kosten tot gevolg. De rekening is dan ook onmiddellijk gemaakt, namelijk dat er een tekorten ontstonden. De verantwoordelijke politici hebben nooit de link gemaakt tussen de problemen bij Renobru en de begroting van de stad Brussel of van het OCMW.

Vandaag wordt gevraagd de situatie van drie jaar terug te regulariseren. In 2015 waren er al problemen van vertragingen. Op dat moment had men al kunnen laten weten dat een extra subsidie nodig was om de tekorten in te dekken.

Er is nog een derde punt dat aantoont dat dit een probleem is van oude politieke cultuur en een gebrek aan respect. Wij krijgen hier een financieel businessplan, echter met een verkeerde bijlage. Hoe is zulks mogelijk? Na de recente schandalen engageerde de burgemeester zich om een businessplan voor te leggen, maar nu stuurt men ons een document dat niets te maken heeft met de presentatie die de directeur-

generaal ons gegeven heeft.

Los daarvan hebben wij na de toelichting van de directeur-generaal geconcludeerd dat Renobru goed werk verricht. Sinds 2006 zijn 311 woningen gerenoveerd. Die investeringen zorgen ervoor dat niet alleen onze woningen verbeteren, dat er minder verwaarloosde woningen zijn, maar ook dat Brusselaars met beperkte vaardigheden meer vaardigheden kunnen aanleren en meer kansen krijgen op een job. Wij staan achter deze filosofie, maar veroordelen de oude politieke cultuur.

M. Maingain.- Il est dommage que la présentation ait eu lieu a posteriori. La facture est d'au moins 1,8 million d'euros (4 millions selon les réponses techniques que nous avons reçues), due à la mauvaise gestion d'une asbl de la Ville. Cela pose à nouveau la question du contrôle des asbl paracommunales, malgré la volonté de s'orienter vers davantage de transparence dans les structures. Quand une asbl ne fonctionne pas bien, quand elle ne réunit pas son conseil d'administration, il n'y a pas de contrôle du Conseil communal sur son activité et sur les éventuels problèmes de gestion. Les dysfonctionnements ne sont pas identifiés suffisamment tôt, ce qui vous amène, trois ans plus tard, à nous demander d'éponger les dettes du passé. À l'avenir, il faudra faire en sorte que les Conseillers communaux aient un droit de regard sur l'ensemble des asbl, qu'ils aient accès aux ordres du jour des conseils d'administration afin de détecter rapidement les éventuels dérapages dans la gestion d'une institution. Le coût, pour le citoyen, d'une mauvaise gestion des structures paracommunales est évident. Cela ternit l'image de la Ville. Ces pratiques du passé doivent définitivement disparaître.

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de voorzitter, ook ik vind dit een voorbeeld van oude politieke cultuur.

We hebben net een presentatie gekregen van de directeur-generaal van Renobru. Ik heb een goed gevoel bij deze persoon die de vzw momenteel leidt. Vandaag ruimen wij echter het puin van wat er in het verleden verkeerd is gelopen.

Ik wil eerst en vooral duidelijk maken dat ik de doelstellingen van die vzw alleen

maar kan onderschrijven. Het is een goed idee om mensen die weinig ervaring en weinig kansen hebben op de arbeidsmarkt de mogelijkheid te bieden door te groeien en ervaring te laten opdoen. Er is ook nood aan meer woningen in onze stad. Met het doel is dus niets mis, maar de aanpak is van bij het begin verkeerd gelopen omdat men de vzw's, in de context van de oude politieke cultuur, onder de radar heeft gehouden.

Als deskundige op dit domein zijn er volgens mij toch twee zaken waar men in het verleden grote risico's heeft genomen. Dat was ten eerste de beslissing welke woningen – het waren privéwoningen – gerenoveerd zouden worden en ten tweede de prijssetting van die renovatie. Iedereen weet dat er op dat vlak nogal wat zaken verkeerd kunnen lopen.

Ik kan onmogelijk de bedragen die vandaag gevraagd worden goedkeuren omdat dit zou neerkomen op de goedkeuring van de zaken die in het verleden verkeerd zijn gelopen. Ofschoon ik een goed gevoel heb, wil ik nog wel overtuigd worden door een businessplan waarin ook de kritische factoren van goed bestuur aan bod komen. Die zijn namelijk wie er rekruteert en volgens welke criteria de prijssetting zal gebeuren wanneer in de toekomst nog uitsluitend opdrachten zullen worden uitgevoerd voor het OCMW. Het gaat dan tussen twee vzw's van de stad en we weten dat er op dat vlak veel mis kan lopen.

Mevrouw Persoons. - Mijnheer de voorzitter, de directeur-generaal die de vzw nu bestuurt, lijkt mij ook een zeer competente persoon. Alleen denk ik dat de externe audit die nu gevraagd wordt veel vroeger had kunnen gebeuren.

Voorts blijft het de bedoeling om middelen in wijkcontracten aan te vragen. Wat de filosofie betreft, sluit dat goed aan bij het project, maar in de praktijk, met de deadlines en de beperkte kaders waarin een wijkcontract werkt, lijkt me dat geen geschikt instrument om in de toekomst nog subsidies te gaan halen. Ik zou dan ook aanraden om die elders te gaan zoeken en niet via wijkcontracten.

M. El Ktibi, président du CPAS.- Je souhaite tout d'abord remercier M. Van Mol,

notre directeur général, pour sa présentation éclairante, son implication et sa réactivité. Il aura répondu à toutes vos questions. Je note des nuances entre les questions posées lors de la présentation et les réactions en séance publique.

Je rappelle qu'il ne s'agit pas d'une entreprise privée, mais d'une entreprise publique d'économie sociale visant à réinsérer des gens sous statut d'article 60, qui bénéficient du RIS. Ils viennent de loin et ont vécu des situations difficiles. Le rôle du CPAS est de les aider à se reconstruire. Il s'agit de bien plus que de l'insertion professionnelle. Les personnes qui effectuent les rénovations sont certes encadrées, mais elles éprouvent davantage de difficulté à s'intégrer dans ce travail et à maîtriser les compétences nécessaires. La mission de Renobru est de les guider tout en faisant œuvre utile. Ce n'est pas facile !

Les choix s'opèrent dans l'optique d'agir sur les quartiers dégradés. Il s'agit souvent de logements proches de l'insalubrité. C'est la première fois que sont aussi visés des bâtiments publics. L'objectif est de réduire l'insalubrité urbaine et de répondre aux besoins de quartiers dégradés. La plupart des logements rénovés se trouvaient dans un état d'insalubrité manifeste, c'est une mission de réhabilitation urbaine.

Lorsque je suis entré en fonction au CPAS, le travail de réforme avait déjà commencé dans un but de rationalisation.

Ce dossier n'a donné lieu à aucune fraude, ni aucun enrichissement personnel, ni aucune gabegie. Certes, il y a eu des difficultés de gestion, raison du plan de professionnalisation expliqué, et nous regardons vers l'avenir. Renobru a un nouveau patron, ingénieur civil et ingénieur commercial, qui réalise un travail extraordinaire. Je demande à l'ensemble du Conseil communal de le soutenir, car il travaille dans l'intérêt général. Il s'agit d'un projet porteur. Jusqu'ici, plus de 300 logements ont été créés.

De heer Dhondt.- Mijnheer de voorzitter, ik herhaal wat ik eerder al zei, namelijk dat

wij de activiteiten van Renobru op het gebied van de tewerkstelling van personen en de renovatie van woningen niet in vraag stellen. Wij stellen evenmin het functioneren van de nieuwe directeur-generaal in vraag. Wij verzetten ons tegen de oude politieke cultuur. Er worden ons voor de periode 2013-2017 geen rekeningen voorgelegd, hoewel dat een wettelijke verplichting is. In 2015 was de directeur-generaal al op de hoogte van de vertragingen die de werken opgelopen hadden en u maakte niet de politieke vertaling naar de begroting. In de publieke sector wordt er met een begroting gewerkt en die moet door de gemeenteraad worden goedgekeurd. De reden waarom mijn vragen in de commissie anders zijn dan in de gemeenteraad is dat het hier gaat om de politieke verantwoordelijkheid. Die ligt bij de heer El Ktibi.

M. Fassi-Fihri.- Nous voterons contre ce point. S'agissant de l'intitulé, il est demandé au Conseil communal d'approuver les comptes de 2013 à 2017. Or l'approbation des comptes ne relève pas du Conseil communal, mais de l'assemblée générale de l'association.

M. Maingain.- J'entends que vous regardez vers l'avenir, mais il s'agit quand même d'une facture de 4 millions d'euros au total, due à une mauvaise gestion passée. Or nous ne percevons pas de remise en question du mode de fonctionnement de Renobru. Nous ne pouvons accepter que les Bruxellois paient la facture de la mauvaise gestion de la majorité PS-MR dans ce dossier.

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de voorzitter, de reactie van de voorzitter van het OCMW verwondert mij een beetje. Ik heb duidelijk gezegd dat ik een goed gevoel heb bij de huidige leiding, maar dat de cijfers die wij voorgelegd krijgen eerst en vooral te maken hebben met een fout management in het verleden. Dat kunnen we onmogelijk goedkeuren.

Bovendien beschikken wij niet over voldoende informatie om die goedkeuring zonder meer te geven. We hebben helemaal geen zicht op de interne controles, op de wijze waarop in de toekomst de prijssetting zal gebeuren en op de beslissingen die

zullen worden genomen.

M. El Ktibi, président du CPAS.- Nous reconnaissons les difficultés inhérentes à ce type de projet. Ceux qui ont travaillé dans le secteur de la réinsertion socioprofessionnelle ou dans la construction – rénovation immobilière connaissent ces problèmes rencontrés. Il ne s'agit pas de chômeurs à remettre au travail, mais de gens qui sont exclus, au départ.

Il vous a été expliqué que nous devons parfois attendre plus d'un an pour obtenir le permis alors que tout était prêt pour réaliser un projet ; que des subsides n'arrivaient pas à temps, car les délais n'avaient pas été respectés. Misons sur l'avenir.

M. Fassi-Fihri.- Vous défendez l'indéfendable !

M. El Ktibi, président du CPAS.- Non, mais misons sur l'avenir. Une réforme vous est proposée. Si vous n'en voulez pas, ce n'est pas un problème.

M. le Président.- La discussion est close.

Mme Nagy.- Je souhaiterais intervenir sur la création d'un canceropôle réunissant l'Hôpital Erasme et l'Hôpital Saint-Pierre. C'est l'occasion de créer une structure assez complexe sur le plan organisationnel.

Quelles seront les implications de ce projet pour le personnel ? Qu'en est-il du financement ? Comment tout cela sera-t-il organisé ?

Je salue la création d'un tel pôle avec la collaboration de l'ULB.

M. le Président.- Ayant été associé à la gestion de ce dossier et souhaitant m'exprimer, je cède la présidence à M. Amand.

(M. Amand, vice-président, prend la présidence.)

M. le Bourgmestre.- Il est en effet important que M. Oberwoits, qui a mené de très longues négociations depuis le début dans ce dossier, soit associé à notre discussion.

Je reviens sur l'historique du projet. En 2005, la décision a été prise entre l'ULB et les autorités de la Ville de reconstruire Bordet, non pas sur le site de la porte de Hal, mais à Anderlecht. Je trouve cela remarquable, alors que souvent, les communes sont vues comme des baronnies refermées sur leurs frontières. Dans l'intérêt des patients et de la recherche, la Ville de Bruxelles a montré par deux fois - hôpital de Schaerbeek et déménagement à Anderlecht - que sa vision hospitalière dépassait ses limites territoriales. Et cela est logique, car le cancérpôle dont question est de niveau européen, voire mondial.

En 2005, une première lettre d'intention a été rédigée, avec transfert de lits. L'Institut Bordet compte environ 150 lits ; 50 lits oncologiques proviendront de la Ville de Bruxelles et 50 de l'Hôpital académique Erasme. L'Institut Bordet est un établissement bicommunautaire, alors que l'Hôpital Erasme est monocommunautaire.

L'Institut Bordet représente un investissement de 242 millions d'euros. Il sera prêt à héberger 250 lits oncologiques à la fin 2020, sur 80.000 m², dont un étage de 5.000 m² réservé exclusivement à la recherche. Tous les niveaux de pouvoir ont été associés au projet : la Région bruxelloise, le pouvoir fédéral, la Ville de Bruxelles et son CPAS.

L'idée était que les 50 lits transférés de l'Hôpital Erasme ne devaient pas affecter le chiffre d'affaires de ce dernier. Le risque était d'écorner le projet médical au profit d'un équilibre budgétaire ou financier. Nous avons donc opté pour un groupement hospitalier. Il s'agit d'une première étape. Nous ne pouvons pas encore affirmer que la fusion aura lieu un jour. Par contre, le groupement peut être créé très rapidement. Dans cette configuration, les équipes médicales peuvent travailler d'un commun accord : si l'un donne à l'autre un service ou une compétence, les comptes seront, *in fine*, consolidés par rapport à un déficit ou un boni. L'ULB va autonomiser l'Hôpital Erasme, lequel est, *grosso modo*, un service de l'ULB, chacun gardant ses numéros Inami.

Nous allons travailler sur les statuts du personnel soignant et du personnel administratif. Nous avons rencontré les organisations syndicales à ce sujet pour créer ensemble des commissions communes visant à faire converger les différents statuts.

Nous réaliserons immédiatement le transfert de lits. Les conseils d'administration seront fusionnés. Il n'y aura plus qu'une seule direction générale, mais deux directions médicales et deux conseils médicaux. Il ne s'agit pas du rachat par la Ville de l'hôpital académique, et ce dernier ne fera pas de l'Institut Bordet une simple unité de soins oncologiques. Chacun garde sa force et sa puissance. Nous avons pris la décision de déménager l'Institut Bordet sur le campus d'Anderlecht notamment pour le rapprocher de la faculté de médecine et de son laboratoire de recherche. De plus en plus de cancers sont soignés et guéris, car l'Institut Bordet a toujours mêlé recherche et pratique clinique.

Le projet a été présenté au personnel d'Erasme jeudi. Il l'a été ce midi au personnel de Bordet, où il a emporté une large adhésion et l'unanimité du conseil d'administration de l'ULB. Ce qui vous est soumis est une lettre d'intention, mais elle aura des conséquences importantes sur le transfert de lits et la garantie financière donnée par la Ville. Tout comme la Ville est garante de ses hôpitaux, elle sera garante du groupement. Cela ne signifie pas qu'elle absorbera la dette. Notre banquier privilégié voit l'opération d'un très bon œil, car nous pourrons appliquer à l'ensemble du groupement notre taux de base et notre taux de référence.

Ce projet permettra aux médecins de concevoir le programme hospitalier de façon cohérente.

Beaucoup de questions restent en suspens. Les questions de gouvernance et de garantie financière sont déjà réglées. Cette note d'intention constitue une étape importante pour expliquer notre démarche, notamment aux personnels et aux directions des hôpitaux qui demandaient une telle clarification. Les commentaires

sont globalement positifs. Cette étape importante nous permettra d'ouvrir à la fin 2020 l'un des plus grands, des plus modernes et des plus ambitieux canceropôles d'Europe.

M. Oberwoits.- Je souligne l'importance de cette décision. Nous savons qu'il y a toujours eu des relations privilégiées entre les hôpitaux de la Ville et les universités bruxelloises, en particulier l'ULB et son hôpital académique. La présente étape est très importante, car elle concrétise une relation de confiance entre partenaires dans la gestion d'un hôpital.

Ce dossier suscite l'enthousiasme du corps médical, de l'ensemble des médecins de l'Institut Bordet et des trois autres hôpitaux gérés par la Ville de Bruxelles. Il nous a été rapporté que cet enthousiasme était partagé par l'ensemble des médecins de l'hôpital académique.

Ce projet permettra de renforcer encore la qualité des soins dispensés dans les hôpitaux de la Ville de Bruxelles. Pouvoir compter sur un hôpital académique de la taille et de la réputation de l'Hôpital Érasme, c'est très important. Nous avons concrétisé l'accord en fin de législature, après de longues négociations avec nos partenaires. C'est un très beau dossier que nous avons mené à terme. Je m'en réjouis.

Mme Nagy.- Je remercie M. Oberwoits et le Bourgmestre pour les explications données. Qu'en est-il des statuts des personnels et du financement ? Comment le Conseil communal sera-t-il informé du suivi du dossier ? Sera-t-il associé au développement du projet ? Quel est le calendrier prévu pour cette opération ?

M. le Bourgmestre.- S'agissant du statut des personnels, il existe effectivement un statut public et un statut privé. 70 % des médecins sont des salariés dans nos deux hôpitaux, mais avec des conventions différentes. Il en va de même pour le personnel soignant, raison pour laquelle nous allons créer une commission mixte afin que les

organisations syndicales puissent en discuter. Les statuts seront appelés à évoluer, mais je ne peux pas encore vous dire dans quel sens. À terme, il faudra que deux personnes qui font le même travail perçoivent le même salaire.

S'agissant du financement, le groupement permet que chaque partie garde son budget propre des moyens financiers. La répartition se fera ensuite.

La lettre d'intention aurait pu être soumise aux seuls conseils d'administration, et pas au Conseil communal. Nous aurions pu ne lui soumettre que la garantie de la Ville. Nous avons préféré lui soumettre la totalité des éléments contenus dans ladite lettre d'intention.

Nous espérons voir le groupement créé pour la fin de l'année prochaine, au moment du renouvellement des conseils d'administration. La Ville enverra à ce groupement la moitié des conseillers.

L'information sur le groupement et la composition du CA vous sera donnée lorsque nous vous soumettrons la garantie financière de la Ville.

Mevrouw Debaets.- Mijnheer de voorzitter, ik heb nog een technisch vraagje bij dit punt. Als ik het goed begrepen heb, wordt de band tussen Bordet, een bicommunautair ziekenhuis, en het Erasmus-ziekenhuis, een monocommunautair universitair ziekenhuis, nog hechter. Dat lijkt mij vrij onevenwichtig. Vandaar mijn vraag welke rol hier is weggelegd voor de VUB, want daar heb ik in het betoog van de burgemeester niets over gehoord. Het onevenwicht dat er de facto al was, wordt hierdoor alleen maar groter.

M. le Bourgmestre.- Il reste un hôpital bicommunautaire et un hôpital monocommunautaire. Pour réaliser une fusion, il faudrait modifier l'ordonnance et le décret de la Fédération Wallonie-Bruxelles. En l'occurrence, il s'agit d'un groupement aux termes de la loi santé publique. Des partenaires privilégiés sont repris dans la

note d'intention : l'UZ-VUB, IRIS Sud et les hôpitaux de la Ville (Saint-Pierre, Brugman, Hôpital des enfants).

Il y a deux niveaux de discussion : le groupement et les réseaux locaux régionaux.

L'UZ devra se positionner en se tournant soit vers son hinterland, soit vers Bruxelles.

Mevrouw Debaets.- Dat zijn de ziekenhuisnetwerken die nu moeten worden gevormd, maar dat staat volgens mij los van deze operatie.

M. le Bourgmestre.- En réalité, ce que nous créons avec le groupement, c'est une unité de gestion.

(M. Oberwoits, président, reprend la présidence de la séance)

Modifications budgétaires du CPAS

M. El Ktibi, président du CPAS.- S'agissant de la première modification, le budget 2018 a été élaboré dans le courant du second semestre 2017. Or, depuis lors, un nouvel élément est apparu, à savoir l'indexation de 2 % des salaires au 1er octobre 2018 (503.000 euros).

La deuxième modification est nécessaire dans la mesure où le Conseil de l'action sociale a pris la décision, le 13 juin 2018, d'octroyer des chèques-repas à ses agents sous contrat article 60 à partir du 1er octobre 2018. La décision a été prise *in tempore non suspecto* en concertation avec la Ville, le Bourgmestre et les organisations syndicales.

Votes

M. le Président.- Nous devons à présent nous prononcer sur la délibération n° 19 du Conseil de l'Action Sociale du 04/07/2018 adoptant la première modification budgétaire pour l'exercice 2018.

(Il est procédé au vote nominatif.)

M. le Président.- Adoptée.

M. le Président.- Nous devons à présent nous prononcer sur la délibération n° 70 du Conseil de l'Action Sociale du 11/07/2018 adoptant la deuxième modification budgétaire pour l'exercice 2018.

(Il est procédé au vote nominatif.)

M. le Président.- Adoptée.

M. le Président.- Nous devons à présent nous prononcer sur les modifications budgétaires au budget ordinaire 2018 (point 19).

(Il est procédé au vote nominatif.)

M. le Président.- Adoptées.

Dossiers de M. l'échevin Courtois

- Accord de la section.

Dossiers de Mme l'échevine Hariche

- Accord de la section.

M. Fassi-Fihri.- Je souhaiterais intervenir sur le point 49 relatif à la redistribution de subsides en cohésion sociale et à la résiliation par la Cocof d'une convention avec une asbl. Des fonds sont récupérés à la suite de cette résiliation, puis réattribués à trois associations. Pour l'une des trois associations concernées, à savoir la Maison de la culture belgo-roumaine, il me semble qu'il y a conflit d'intérêts dans le chef de la coordinatrice de l'association, par ailleurs candidate sur la liste socialiste pour les prochaines élections. Son association reçoit un subside exceptionnel, en période électorale, de la part de l'échevine socialiste de la Ville de Bruxelles qui a la tutelle sur les fonds de cohésion sociale. Je trouve malsain de prendre ce type de décision consistant à octroyer un subside pendant la période dite suspecte. Je demande que ce point soit retiré pour éviter toute suspicion de conflit d'intérêts.

Faisant suite aux déclarations de l'échevine dans la presse, je précise que mon

intervention ne vise absolument pas à remettre en cause la qualité du travail réalisé par ladite association, ni la qualité de la personne en question. En période suspecte, j'estime que la bonne gouvernance exige de retirer ce point et de le traiter à un autre moment.

Mme Jellab.- Nous sommes du même avis que le cdH sur ce point. Cette décision me semble quelque peu indécente.

Il s'agit du démantèlement d'une maison de jeunes et du retrait de 27.000 € consacrés à du soutien scolaire. Une partie du budget revient à l'AMO de Neder-over-Heembeek et à la Maison de jeunes Quatre-vingt-huit. Pourquoi ne pas réorienter une partie de cet argent vers une autre association active dans ce secteur ? La candidate et Arthis réalisent certainement un excellent travail depuis quelques décennies, mais je ne comprends pas pourquoi l'argent qui était destiné à des jeunes est octroyé à une association qui ne travaille pas nécessairement avec la jeunesse

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de voorzitter, ik steun het voorstel van mijn collega van cdH.

Mme Hariche, échevine.- Je suis extrêmement peinée par le fait que l'opposition se comporte de cette manière et estime, parce que nous sommes en période électorale, qu'il faudrait arrêter de travailler. Je ne partage pas cette manière de faire. Ne vous en déplaît, nous continuerons à travailler et à faire des choix jusqu'au bout.

Il s'agit effectivement d'une subvention qui était accordée dans le cadre de la cohésion sociale (plan quinquennal) à la maison des jeunes L'avenir. La MJ L'avenir a renoncé à la convention que nous avons passée avec elle. Inévitablement, l'argent dont elle bénéficiait pour 2018, 2019 et 2020 doit être redistribué, faute de quoi il sera perdu. C'est en bonne intelligence avec la Cocof que nous avons décidé de rediriger ces moyens vers des associations dont le public va augmentant. Arthis en fait partie.

M. Fassi-Fihri a géré pendant des années, avec moi-même, les fonds de cohésion

sociale. À l'époque, il avait opté pour le soutien d'Arthis, l'association belgo-roumaine. Je suis étonnée de constater qu'aujourd'hui, il mange sa parole parce que la coordinatrice est sur la liste PS. Le cdH n'est pas en reste pour aller chercher des gens dans la société civile. Je l'ai dit aux journalistes avec qui j'ai parlé samedi au téléphone : Chico Kebsi, qui était sur la liste du cdH en 2006, était aussi une cheville ouvrière d'Atomia et de Promo Jeunes, et figurez-vous que de 2005 à 2007, en pleine période électorale, Atomia a reçu 400.000 € du département des sports. En 2008, Atomia a éprouvé quelques difficultés et l'association a été liquidée, remplacée par une autre qui a continué à recevoir des fonds jusqu'en 2010, année où le Royal IV a encore perçu 50.000 €. Le cdH est extrêmement mal placé pour me faire la leçon et me dire que des associations devraient être privées de moyens parce que l'un de leurs membres se présente sur une liste, puisqu'il a lui-même inscrit sur sa liste un membre des associations citées.

Je persiste à dire que même en période électorale, il faut continuer à travailler. Si nous devons attendre la fin des élections, des subventions seraient perdues pour la Ville et ses associations, ce que la majorité ne souhaite pas. Je propose donc que le point soit maintenu à l'ordre du jour et que nous puissions soutenir les actions menées en faveur des populations roumaines et des autres pays de l'Est. Il en va de même de l'association AMO NOH.

M. Ceux.- Madame l'échevine et monsieur le président, je regrette vivement que le nom d'une personne ait été cité en séance publique alors qu'elle n'est pas là et ne peut donc pas se défendre. M. Fassi-Fihri n'a pas cité de nom dans son intervention.

Mme Hariche, échevine.- Qui doit se défendre ? M. Chico Kebsi était inscrit sur la liste du cdH en 2010, c'est un fait et c'est public.

M. Fassi-Fihri.- Je regrette la mauvaise foi de Mme l'échevine. Il y a des choses que l'on ne fait pas en campagne électorale. Par exemple, les échevins et le Bourgmestre suppriment leur nom de toute publication de la Ville de Bruxelles pendant ladite période. L'objectif est que l'on ne puisse pas les suspecter d'utiliser des moyens

publics pour faire une campagne politique. Ces règles ne sont pas nées avec la démocratie. Elles sont apparues au fur et à mesure. Tous les parlements du pays cessent leurs activités un certain nombre de jours avant les élections. Il existe aussi une période d'affaires courantes. Une série de règles existent pour préserver la période de campagne électorale de tout risque de conflit d'intérêts, de suspicion d'utilisation d'argent public à des fins politiques. Ne faites pas semblant de l'ignorer. Je regrette que vous ne cherchiez pas à améliorer ces règles. Je me souviens d'un subside qui n'a pas été versé précisément parce que le candidat que vous citez était en campagne électorale.

Dans douze ans, si je devais être assis à votre place, je n'évoquerais pas les affaires de 2016 et 2017 qui ont touché certains partis. Un tel argument n'est pas correct. Vous avez tenté de faire croire que je jetais un quelconque doute sur la qualité de cette association. À aucun moment nous n'avons remis en cause la qualité de son action. Ce que nous mettons en cause, c'est la concomitance de la présence de la coordinatrice sur votre liste, d'une part, et ce subside exceptionnel de 61.000 € à trois semaines des élections, d'autre part. L'électeur décidera, mais c'est une situation qu'il aurait mieux valu éviter.

Dossiers de Mme l'échevine Lemesre

- Accord de la section.

Mme Nagy.- Je souhaiterais intervenir sur le point 54. Les citoyens aspirent à trouver dans les parcs une forme de calme et de sérénité, surtout s'agissant du seul parc du Pentagone, à savoir le parc de Bruxelles. J'ai toujours porté une attention particulière à la qualité de la gestion environnementale de ce parc, car il constitue aussi un refuge, un lieu d'épanouissement d'une nature urbaine dans un espace extrêmement bâti.

Je suis parmi ceux qui ont plaidé pour que les kiosques du parc permettent aux citoyens de profiter de tels espaces. Le point 54 évoque un élargissement de la terrasse des kiosques. L'élargissement proprement dit ne me pose pas problème pour

des activités de type restauration, mais les promeneurs du parc ont constaté la présence de deux haut-parleurs qui diffusent de la musique en permanence dans le parc. Ont-ils fait l'objet d'une autorisation ? La législation bruxelloise sur le bruit est-elle respectée ? Un permis d'environnement a-t-il été délivré ?

Il doit exister des lieux de tranquillité urbaine. Le parc accueille de nombreux événements, mais il faut qu'il reste à certains moments un espace vert, un lieu de jeu et de rencontre qui ne doit pas toujours baigner dans la musique amplifiée. Dans les faits, la terrasse que vous nous proposez est déjà présente. Je crains que cette installation ne se transforme en un lieu de cocktail et de sortie après le travail, ce qui ôterait au parc son statut de seul poumon vert de l'ensemble du Pentagone.

Mme Lemesre, échevine.- Je tiens à vous rassurer. La guinguette royale a trouvé toute sa place au sein du parc de Bruxelles. Son équipe de jeunes Bruxellois dynamiques propose de la nourriture, mais aussi de la musique de qualité. Tout cela fait l'objet d'une convention. Chaque organisation de fête est soumise à une autorisation spécifique. Si de la musique est diffusée, l'ordonnance régionale est appliquée et Bruxelles Environnement est sollicitée pour effectuer des contrôles de volume sonore. Nous n'avons reçu aucune plainte contre cette guinguette, laquelle répond aux critères de qualité que nous lui avons imposés. Nous resterons néanmoins vigilants.

La surface de la terrasse n'est pas augmentée. Ce qui vous est soumis est un avenant visant à mieux la disposer et à réunifier ses parties en une pour une plus grande harmonie et une meilleure gestion du lieu. Nous veillons à ce que la quiétude du parc Royal ne soit pas troublée par la présence de cette guinguette.

Mme Nagy.- Les contrôles sont importants. La musique est diffusée en permanence, dès l'ouverture de la guinguette, et orientée vers l'extérieur. Je ne suis pas sûre que ce type d'installation soit autorisée dans le parc. Cela étant dit, je me réjouis qu'une offre

de qualité y soit proposée.

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de voorzitter, het punt 272 gaat over de correctie van een aantal reglementen om ervoor te zorgen dat de Nederlandstalige en de Franstalige versies met elkaar overeenstemmen en dat bepaalde ongelukkige fraseringen in het Nederlands worden gecorrigeerd.

Ik heb niet alles vergeleken, maar ik heb gemerkt dat de twee kolommen op een bepaalde plaats door elkaar gehaald zijn, waardoor de nieuwe tekst staat in de kolom waarin de oude tekst moet staan, en de oude tekst staat in de kolom waarin de nieuwe tekst moet staan.

Ik geef een voorbeeld. Op “page 14, § 2” is er al zeker een verwisseling van de kolommen. Misschien moet dat toch nog eens goed bekeken worden, want anders bestaat het risico dat we de oude in plaats van de nieuw tekst goedkeuren.

Mme Lemesre, échevine.- Nous allons prendre note de vos remarques afin d'apporter les corrections textuelles nécessaires dans le texte néerlandais. Notre objectif est que le texte soit parfait dans les deux langues.

Dossiers de Mme l'échevine Lalieux

- Accord de la section.

Dossiers de Mme l'échevine Ampe

- Accord de la section.

Dossiers de M. l'échevin Coomans de Brachène

- Accord de la section.

Dossiers de M. l'échevin Zian

- Accord de la section.

Dossiers de Mme l'échevine Barzin

- Accord de la section.

Vote

M. le Président.- Nous devons à présent nous prononcer sur l'ensemble des dossiers. Le Collège vous propose de voter oui.

(Il est procédé au vote nominatif.)

M. le Président.- Adoptés, sous réserve des observations formulées par l'opposition.

Proposition de motion introduite par M. Michael François, M. Jean-Marie Amand, M. David Weytsman, M. Didier Wauters, Mme Zoubida Jellab, M. Johan Van den Driessche et Mme Ans Persoons concernant l'emploi de personnes porteuses d'un handicap

Voorstel van motie ingediend door dhr. Michael François, dhr. Jean-Marie Amand, dhr. David Weytsman, dhr. Johan Van den Driessche, mevr. Zoubida Jellab, dhr. Didier Wauters en mevr. Ans Persoons betreffende de aanwerving van personen met een handicap

M. François.- Je remercie chacune et chacun d'avoir contribué à la rédaction de cette proposition de motion qui a été adaptée en fonction de ce qui a déjà été lancé au sein de l'administration. La proposition de motion que j'avais initialement déposée a donc servi de base de travail et a trouvé un écho favorable auprès de chaque groupe représenté au Conseil communal. Je me réjouis de cette dynamique collective au-delà des positions parfois partisans ou du traditionnel clivage entre majorité et opposition.

Le signal envoyé aux membres du personnel en situation de handicap, ou à celles et ceux qui souhaiteraient postuler dans un service de la Ville ou son administration, est extrêmement positif. Il cadre avec la Convention des Nations unies sur le droit des personnes handicapées. Cette motion nous sort d'une certaine zone de confort. Je remercie particulièrement le cabinet de l'échevine Hariche qui a été à notre écoute et

qui a organisé avec les autres représentants des groupes politiques une réunion de travail qui a permis d'aboutir à ce texte.

M. Amand.- Je me félicite du vote unanime de cette motion. Je salue le travail qui a permis d'aboutir à ce texte.

M. Weytsman.- Je remercie M. François qui est à la genèse de ce texte. Notre accord de majorité fixait à 3 % le taux d'emploi de personnes en situation de handicap. Dans son ordonnance, la Région bruxelloise le fixe à 2,5 %. La motion permet de mettre en lumière le travail réalisé ces dernières années par le Collège, en particulier par le département de Mme Hariche ou de M. Ouriagli par le biais de son plan d'action handicap. Toutes les offres d'emploi contiennent une clause qui symbolise la volonté de la Ville de Bruxelles de s'assurer que les personnes en situation de handicap peuvent nous rejoindre. Elle indique que nous encourageons les personnes en situation de handicap à postuler et que nous tiendrons compte des éventuelles adaptations nécessaires, en ce qui concerne tant la procédure de recrutement que l'intégration au sein de l'administration.

Couplé à cette clause, la Ville affiche sa volonté, depuis plusieurs années, de faire en sorte que chaque candidat ait les mêmes chances, quel que soit son type de handicap, cela par le biais d'une procédure adaptée.

Malgré ces réalisations, nous devons admettre que nous n'avons pas atteint l'objectif de 3 % fixé en début de législature, puisqu'il est d'environ 2 %. La présente motion vise également à intensifier la dynamique en s'assurant que les objectifs du Collège et du Conseil communal seront partagés par l'ensemble des chefs de service. Elle prévoit que le Conseil communal recevra tous les semestres un rapport du département des ressources humaines sur l'évolution de ce chiffre.

M. Wauters.- Notre groupe se réjouit de cette motion et du fait que nous ayons pu collaborer sur son élaboration et y apporter des modifications, cela dans un climat

constructif.

Le texte permet de dresser un bilan de ce qui a été fait et d'identifier les mesures qui devront encore être prises au cours des prochaines législatures en termes d'inclusion des personnes handicapées.

Mon seul regret concerne le fait que les structures paracommunales, y compris le CPAS, ne figurent pas dans le texte. J'imagine que tel sera le cas lors de la mise en œuvre d'une série de mesures. Il serait bon qu'une commission soit chargée de vérifier annuellement la réalisation du quota fixé.

Nous serons heureux de voter cette motion.

Mme Jellab.- Nous nous réjouissons de cette motion. Nous souhaitons une société inclusive. J'espère qu'ensuite, nous passerons aux actes et que nous dépasserons l'objectif de 3 %, car le fait de fixer un quota me dérange.

M. le Président.- Je partage votre avis.

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de voorzitter, een inclusief beleid is belangrijk en dat geldt zeker voor personen met een beperking. De integratie van deze mensen is belangrijk en een job is daartoe één van de basiselementen. Ik dank de heer François voor dit initiatief en ik dank de collega's voor het goede overleg dat we hebben kunnen voeren om tot een evenwichtige tekst te komen. Wij hopen uiteraard dat deze tekst zal kunnen bijdragen aan meer tewerkstelling van mensen met een beperking omdat dit behoort tot de opdrachten van onze maatschappij.

Mevrouw Persoons.- Mijnheer de voorzitter, ik sluit mij aan bij alles wat gezegd is en ik dank de heer François voor zijn initiatief.

M. le Président.- Nous devons à présent nous prononcer sur la proposition de motion.

(Il est procédé au vote par applaudissements)

M. le Président.- Adoptée à l'unanimité.

Questions orales – Mondelinge vragen

Vraag van de heer Dhondt betreffende het advies van de stad over het project ter verbreding van de Ring

Question de Mme Nagy concernant le projet d'élargissement du ring et les déclarations de l'échevine Ampe dans la presse du 12 juin 2019

De heer Dhondt.- Mijnheer de voorzitter, we hebben deze zomer via de media kunnen vaststellen dat het College van Burgemeester en Schepenen de verbreding van de Ring met open armen verwelkomt. De Ecolo-Groen-fractie betreurt dat enorm. We hebben vóór de zomer gedebatteerd over de luchtkwaliteit in Brussel. De verbreding van de Ring zal een aanzuigeffect tot gevolg hebben. Er zal meer autoverkeer in Brussel gegenereerd worden en de luchtkwaliteit zal er verder op achteruit gaan.

In het artikel konden we lezen dat het College zijn advies verantwoordt met de stelling dat er iets minder sluipverkeer zal zijn op het grondgebied van de stad Brussel. De vuile lucht stopt echter niet aan de grenzen van de Stad Brussel of van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Alle Brusselaars worden hierdoor getroffen. Brussel mist de kans om samen met Jette en Vorst een positie in te nemen. De burgemeester heeft dat ook met zoveel woorden aangekondigd, maar volgens de krant zou hij zich achter het Gewest scharen. Op 28 juni zou het College al een advies hebben uitgebracht.

Ik had in dat verband graag antwoord op een aantal vragen.

Heeft het College al een officieel standpunt ingenomen in het kader van het project ter verbreding van de Ring? Zo ja, graag toelichting bij de grote lijnen van dat advies. Is de burgemeester bereid zich te scharen achter de negatieve adviezen van de gemeenten Jette en Vorst? Ik veronderstel van niet.

Welke algemene gevolgen zal de verbreding van de Ring hebben op de luchtkwaliteit in het Brussels Gewest en in de stad Brussel en bijgevolg op de gezondheid van de

Brusselaars?

Mme Nagy.- En cet été caniculaire où la problématique du changement climatique lié aux émissions de CO2 est présentée comme grave et où la population subit des épisodes de forte pollution due à la circulation routière, la majorité PS/MR/Open Vld, par la voix de l'échevine de la mobilité, annonce le soutien de la Ville au projet d'élargissement du ring.

Adhérer à cette vision passéiste de la mobilité est regrettable. En effet, accroître l'infrastructure routière amènera plus de circulation, plus d'encombres et plus de pollution en lien avec la navette vers Bruxelles.

Il est regrettable que, coutumière de déclarations sur l'élargissement du ring (novembre 2017), Els Ampe, pendant cette législature communale, n'ait pas pris le temps de réfléchir à un plan de mobilité pour les quartiers du nord de la Ville déjà aujourd'hui touchés par les embouteillages. Cette approche globale devrait tenir compte du développement futur du plateau du Heysel, avec ses nouvelles infrastructures, Neo et les logements qui y seront construits.

Entre-temps, le Bourgmestre, en congé au moment des déclarations de l'échevine de la mobilité, a précisé la position officielle et les conditions décidées par le Collège : concertation, prise en compte du développement du plateau du Heysel, prise en compte du Parking C, connectivité avec les pistes cyclables, trafic de transit, etc.

Des contacts ont-ils été pris avec les communes bruxelloises ayant adopté une position plus claire de refus de l'élargissement pour ne pas déforcer les Bruxellois face à la Région flamande ?

Des données concernant l'évolution du trafic dans les quartiers de Laeken ont-elles été transmises par la Région flamande dans ses contacts avec la Ville ? Ces données

sont-elles accessibles aux Conseillers communaux et aux habitants ?

Pourquoi le Collège n'a-t-il pas organisé de concertation ou d'information avec les habitants des quartiers les plus concernés ?

Le fait de ne pas donner son accord et d'attendre la concertation fait mine d'ignorer que l'enquête publique sur ce dossier a été clôturée le 30 juillet 2018. Du côté flamand, le projet avance donc et les demandes de la Région ou de la Ville arrivent trop tard.

Mevrouw Ampe, schepen.- Mijnheer de voorzitter, ik wil de heer Dhondt eerst en vooral zeggen dat, zoals ik eerder al heb getweet, de stad Brussel nog geen officieel advies heeft uitgebracht op de concrete plannen voor de verbreding van de Ring omdat die concrete plannen er nog niet zijn.

Pas als er een bouwvergunning wordt ingediend voor de verbreding van de Ring moet de stad Brussel een ongunstig of gunstig advies geven, eventueel met een aantal voorwaarden. Er zijn echter nog geen concrete plannen voorhanden.

Wat is er al wel gebeurd ? Zoals ik de heer Dhondt in december 2017 al heb geantwoord heeft de stad Brussel in 2016 aan de Vlaamse overheid laten weten dat ze niet tegen de verbreding van de Ring rond Brussel is teneinde het sluipverkeer in onder meer Laken te kunnen doen afnemen. Dat werd aan alle gemeenteraadsleden bezorgd in het kader van het advies over het project Noordrand van de Vlaamse regering. De optimalisering/verbreding van de Ring rond Brussel is één van de doelstellingen van het project Noordrand.

De Vlaamse regering heeft de Werkvennootschap nv van Publiek Recht de opdracht gegeven de uitbreiding van de Ring uit te werken en de contacten te leggen met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, alsook met de gemeenten waarlangs de Ring loopt. Dat betreft zowel Vlaamse als Brusselse gemeenten. Elke gemeente zal om een advies gevraagd worden zoals is bepaald in de Vlaamse en Brusselse stedenbouwkundige wetgeving.

Het algemeen advies over het principe is, zoals hoger vermeld, gegeven. Het advies

over de concrete plannen moet nog worden uitgebracht.

De werkvennootschap werkt nog aan meerdere opties. Ondertussen heb ik als schepen van Mobiliteit van de stad Brussel proactief aan de Werkvennootschap gevraagd een simulatie te maken over de impact van de verbreding van de Ring op de Brusselse wijken die zich bevinden in de nabijheid van de Grote Ring. Het is de bedoeling met die simulatie te achterhalen of de verbreding van de Ring zal zorgen voor minder sluip- en transitverkeer in Brussel want minder sluip- en transitverkeer door de Brusselse straten is een prioritaire doelstelling van het stadsbestuur.

Daarnaast en parallel met deze vraag heeft de stad Brussel een lijst van voorwaarden opgesteld waar de plannen van de optimalisering van de Ring aan moeten voldoen. Onze adviezen zijn eigenlijk vooral een lijst van voorwaarden die wij hebben overgemaakt aan de Werkvennootschap. Deze lijst met voorwaarden werd door het College goedgekeurd op 28 juni 2018.

Het nieuwsmedium *Bruzz* informeerde op 3 augustus jongstleden naar het standpunt van het College bij de verbreding van de Ring. Ik heb hen als schepen van Mobiliteit de beslissing van het College van 28 juni bezorgd en ik maakte ook melding van de voor Laken positief uitvallende resultaten van de simulatie van de werkvennootschap. Daarnaast publiceerden ikzelf en de burgemeester de beslissing op Twitter zodat die door iedereen kan worden gelezen. Wij hebben duidelijk gemaakt dat het gaat om een reeks voorwaarden die bij de concrete plannen zijn gesteld en dat er in een later stadium een advies zal worden uitgebracht, via de procedure van de bouwvergunning. Het is belangrijk dat deze voorwaarden worden overgemaakt omdat we op voorhand moeten laten weten wat we willen laten toevoegen aan hun plannen. Zo vragen wij bijvoorbeeld op meerdere plaatsen betere fietsverbindingen tussen Brussel en de Vlaamse randgemeenten. We vragen ook om rekening te houden met de stadsontwikkelingen en wij geven hen informatie over de stadsontwikkelingen die aan de Brusselse kant geprogrammeerd zijn. Wij vestigen hun aandacht op het feit dat er geen op- en afritten kunnen worden afgeschaft aangezien dat zal zorgen voor extra verkeer op ons grondgebied.

Die voorwaarden en de voor Brussel positieve resultaten van de simulatie zijn dus de

enige nieuwsfeiten. Het is de bedoeling ervoor te zorgen dat in de plannen die nu door de Werkvennootschap worden opgemaakt rekening wordt gehouden met de noden en wensen van de Brusselaars en met de impact op de luchtkwaliteit en het wegennet van de stad Brussel.

De heer Dhondt.- Mijnheer de voorzitter, de schepen rondde haar betoog af met een verwijzing naar de luchtkwaliteit. Er zijn twee dingen die ze kan doen om die luchtkwaliteit te verbeteren en dat is de verbreding van de Ring tegenhouden en een mobiliteitsplan uitwerken. Ze heeft dat laatste nog altijd niet gedaan. Er is een circulatieplan voor de Vijfhoek, maar een mobiliteitsplan waar we de luchtkwaliteit daadwerkelijk mee kunnen verbeteren blijft achterwege. Dat is een echte schande. Zo vraagt zij aan de Werkvennootschap betere fietsverbindingen tussen Brussel en de Vlaamse randgemeenten, maar ze duwt die fietsers wel in de vuile lucht die de verbreding van de Ring zal genereren. Dat is bijzonder cynisch en dat pakt niet bij de mensen. Ze willen een gezonde stad, maar dat zal met deze schepen van Mobiliteit duidelijk niet lukken.

Mme Nagy.- Des problèmes d'embouteillage se posent à Houba-de Strooper dans le quartier autour du Heysel. C'est là que les habitants demandent une position claire de la part du Collège. Je souhaiterais pouvoir consulter les chiffres des simulations afin de juger de la situation en connaissance de cause.

Les questions de qualité de l'air et de santé publique sont liées au fait que nous sommes déjà confrontés à une surcapacité en termes de mobilité routière. Vous nous dites que vous rendrez un avis lorsque vous connaîtrez le contenu du projet, mais ce projet est en cours de réalisation ! Et vous arriverez trop tard. Le plan vélo n'a rien à voir avec l'élargissement du ring.

Mme Ampe, échevine.- C'est parce qu'aucun projet n'existe encore que nous avons communiqué nos conditions. Les simulations montrent que sur l'avenue de l'Arbre

ballon, la chaussée Romaine et l'avenue des Magnolias, il y aurait moins de trafic qu'aujourd'hui. Nous devons défendre l'intérêt des habitants de Bruxelles, à savoir réduire le trafic de transit. Je rappelle que nous avons communiqué nos conditions, mais pas encore d'avis officiel, car le projet n'est pas encore mûr.

Mme Nagy.- Pouvons-nous disposer des simulations ? Ces informations pourraient-elles être publiées sur le site de la Ville pour que chacun en prenne connaissance ?

M. le Bourgmestre.- Je le répète, dans ce dossier, on se grandirait à laisser la Région bruxelloise rendre un avis en consultant toutes les communes, plutôt que de paraître ridicule en remettant 20 avis différents. Je considère que c'est la Région bruxelloise qui doit prendre la main en consultant les communes. Si chaque commune ne considère que son territoire, nous ne serons pas crédibles.

Mme Nagy.- Soit, mais elle doit alors le faire dans les temps, car du côté flamand, le projet avance.

M. Dhondt.- Vos propos sont un peu hypocrites. Vous vous concertez avec les autres communes, mais ce que vous décidez au Collège est fonction de la situation présente sur le territoire de la Ville. C'est bien ce que l'échevine a dit. Vous manquez de cohérence.

M. le Bourgmestre.- Je ne répondrai pas à vos propos outranciers.

Mondelinge vraag van de heer Van den Driessche betreffende de renovatie van het Koning Boudewijnstadion

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de voorzitter, op 21 en 22 augustus heeft de burgemeester in de pers verklaard dat het Koning Boudewijnstadion renoveerbaar is, maar dat deze renovatie heel wat zal kosten omdat een gerenoveerd stadion ook RSC Anderlecht zou moeten huisvesten.

Uiteraard vind ik het een prima zaak dat de renovatie van het Koning Boudewijnstadion opnieuw op de agenda komt. Dat is goed voor de sport en onder meer voor de atletiek in het bijzonder.

De voorstanders van het Eurostadion beweerden steeds dat het stadion niet renoveerbaar was en ze hadden er zelfs een studie bijgehaald, die in opdracht van de

ontwikkelaar van het Eurostadion werd uitgevoerd om dit zogenaamd te bewijzen. Ik heb bij die studie steeds een groot voorbehoud gemaakt omdat ze volgens mij niet objectief was want ze werd voorgelegd door een betrokken partij die een tegenstrijdig belang heeft.

Ik heb in dat verband enkele vragen.

Bestaat er al meer duidelijkheid over de mate waarin het Koning Boudewijnstadion op technisch vlak renoveerbaar is? Zo ja, zou het interessant zijn om dat te weten. Ik hoop alleszins dat het renoveerbaar is.

Een belangrijke factor voor de kost van een eventuele renovatie is het feit dat RSC Anderlecht zal spelen in het gerenoveerd stadion. Werden er op dat vlak reeds contacten gelegd en wat zijn de kansen van deze piste ? Indien zij meedoen, hebben we natuurlijk een heel ander project want dan moet er een oplossing worden gevonden voor de atletiekpiste. Het is voor een ploeg uiteraard niet evident te moeten spelen in een stadion waar een brede atletiekpiste rond ligt. Die van de Memorial Van Damme telt dan nog negen banen. Dat heeft zeker een impact op de prijs. De burgemeester was van oordeel dat we hier eigenlijk naar de Eerste Minister mee moeten gaan en een breed overleg moeten organiseren.

Is het niet beter eerst zekerheid te hebben over de plannen van RSC Anderlecht om de problematiek van het project in te kunnen schatten en pas dan te zien met wie er rond de tafel kan worden gezeten?

De heer Courtois, eerste schepen.- Mijnheer de voorzitter, na de euforie naar aanleiding van de schitterende prestaties van de Rode Duivels tijdens de voorbije wereldbeker rijst de realistische vraag in welk stadion de Rode Duivels in de toekomst zullen spelen.

Ik heb geen weet van een project betreffende het Koning Boudewijnstadion. Als dat project er komt, zal het antwoord van de stad heel eenvoudig zijn, namelijk dat we bereid zijn om rond de tafel te gaan zitten om alle ideeën en projecten te onderzoeken, op voorwaarde dat wij de renovatie niet alleen zullen moeten betalen. Ik ken de mening van de nieuwe voorzitter van RSC Anderlecht in verband met het

stadion niet. Ik ken hem persoonlijk, maar hij heeft mij nog niets gezegd over een eventueel nieuw project voor het stadion.

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de voorzitter, ik begrijp het antwoord van de heer Courtois. Het stadion ligt in de Neo-site. Daar moeten binnenkort ook beslissingen over genomen worden. Misschien is het eens nuttig om, *off the record*, aftastende gesprekken te organiseren tussen de stad Brussel en RSC Anderlecht. Ik ben ervan overtuigd dat dat het startpunt is.

Een stadion zonder professionele club kan eventueel gebruikt worden als nationaal stadion, ofschoon dat niet ideaal is want dan zal de atletiekpiste er blijven liggen. Of die piste er al dan niet zal blijven, zal afhangen van de aanwezigheid van een voetbalclub.

De heer Courtois, eerste schepen.- Dat is al 30 jaar een probleem.

Question de M. Ceux concernant l'état du dossier de la sécurité routière à la suite du réaménagement de l'avenue des Croix de Guerre

Question jointe de Mme Nagy concernant la mobilité avec l'ouverture des deux nouvelles écoles à l'avenue des Croix de Guerre

M. Ceux.- Il y a trois mois, j'ai interrogé le Collège sur le réaménagement de l'avenue des Croix de Guerre, plus particulièrement sur le fait que la remontée de l'avenue depuis la sortie de la grande surface n'était plus possible. Je vous avais proposé de rouvrir la berne centrale de manière à permettre cette remontée. Je pensais à l'époque avoir été entendu par le Collège. Or je constate que tel n'est pas le cas et que l'on continue d'obliger les clients de la grande surface à sortir par la rue de Heembeek, ce qui est extrêmement dangereux. La sortie s'effectue dans un virage et les voitures font demi-tour sur le passage piéton. Nous sommes très heureux de l'ouverture de l'école, mais elle n'a rien arrangé à la situation.

Je me fais le porte-parole de la Promenade verte qui a envoyé une demande à Mme Ampe le 19 août lui demandant quel était le plan de mobilité spécifique prévu pour

cet endroit de Neder-over-Heembeek, eu égard à l'ouverture de l'école. Le 10 septembre, la Promenade verte m'a indiqué qu'elle n'avait toujours pas reçu réponse à sa demande.

Allez-vous autoriser à nouveau le retour vers le haut de l'avenue des Croix de Guerre au sortir de la grande surface ?

Quel est votre plan de mobilité pour cette zone ?

Mme Nagy.- L'association de la Promenade verte à Neder-over-Heembeek s'inquiète, comme les habitants, de la prise en charge de la mobilité avec l'ouverture des deux nouvelles écoles à l'avenue des Croix de Guerre : « La mobilité est structurellement problématique depuis des années dans le périmètre du pont Van Praet. Ce point névralgique formé par la principale entrée nord des navetteurs de la Région flamande via l'A12 et l'avenue Van Praet, d'une part, et la chaussée de Vilvorde comme transversale, d'autre part, rend très difficiles pour les Heembeekois l'entrée et sortie de leur propre quartier. »

L'association vous a adressé un courrier pour avoir des informations concernant les mesures de mobilité que vous préconisez. Pouvez-vous nous dire ce qu'il est prévu et/ou mis en œuvre, puisque vous n'avez pas eu la courtoisie de lui répondre ?

Un plan de déplacements vélo pour les parents qui souhaiteraient amener leurs petits ou pour les enseignants est-il prévu ? Les écoles disposent-elles d'installations pour garer les vélos à l'intérieur ?

Des rues « sans auto » sont-elle instaurées, comme demandé par la Région bruxelloise et par la motion sur la qualité de l'air votée à l'unanimité par notre Conseil ?

M. Courtois, premier échevin.- J'ai constaté la problématique personnellement hier. Les voitures doivent en effet traverser le passage piéton ou faire marche arrière.

Mme Ampe, échevine.- Je suis entièrement d'accord avec vos propos. La Ville va

introduire auprès de la Région une demande de permis modificatif.

M. Coomans de Brachène.- Le cahier spécial des charges de la Ville de Bruxelles, validé par le Conseil communal à l'époque, ne prévoyait pas de local vélo à l'intérieur. Par ailleurs, il existe bien un box grillagé couvert pour une quarantaine de vélos dans la cour. Il existe aussi des zones de stationnement à l'extérieur de l'établissement sur le parvis d'entrée, lesquels peuvent accueillir une quarantaine de vélos.

Nous sommes d'accord sur le fait que des modifications sont indispensables. S'agissant du délai, il nous faut un permis modificatif pour réaliser lesdits travaux. Nous avons déjà fait le nécessaire. J'ai moi-même constaté que des automobiles faisaient demi-tour en infraction. Nous devons dégager rapidement une solution. Je précise que lors de la commission de concertation, aucun riverain n'était présent pour formuler des remarques à ce propos. Je le regrette. La Région avait demandé que la berne centrale soit continue. Nous allons négocier et lui montrer, photos à l'appui, que ce fut une erreur.

M. Ceux.- Je remercie le Collège pour la position qu'il prend aujourd'hui. Elle me satisfait. Je rappelle à M. Coomans de Brachène qu'il m'a apporté la même réponse il y a trois mois quant au permis modificatif. Nous avons donc perdu au moins trois mois, mais aujourd'hui, il y a une école, et nous devons nous soucier de la sécurité des enfants.

Mme Nagy.- Je rends hommage à M. Ceux qui a régulièrement soulevé ce problème. Je partage ses propos : pourquoi avoir attendu pour déposer la demande de permis modificatif ?

Outre les riverains, les services de l'échevin auraient pu, eux aussi, remettre un avis. J'espère que les mesures seront prises au plus vite. La faiblesse de la réponse sur les déplacements vélo montrent que cette question devra être prise à bras-le-corps par la prochaine majorité.

Questions de Mme Lemaitre, M. Maingain et Mme Persoons concernant

l'évacuation du site du Keelbeek

Mme Lemaitre.- Ce lundi 20 août, la police a procédé à l'évacuation du site du Keelbeek occupé de longue date par des opposants au projet de mégaprison. Cette intervention est intervenue le matin même de l'audience du recours contre l'ordre d'expulsion et dans des conditions de sécurité qui en ont étonné plus d'un.

En ce qui concerne les raisons de cette intervention, nous voulons savoir pourquoi la police a été envoyée sur place alors que le recours contre l'ordre d'expulsion était plaidé au tribunal de première instance de Bruxelles à 9h ?

Le Bourgmestre était-il courant de cette audience ? Sinon, comment est-ce possible qu'il ne l'ait pas été ?

Il y avait apparemment un huissier sur place. Pour qui intervenait-il ? S'il se révèle qu'il intervenait au nom de la Régie des bâtiments, laquelle plaidait contre les opposants au même moment au tribunal, le Bourgmestre aurait alors couvert un acte *a priori* illégal en acceptant d'évacuer la zone à l'aide des forces de police alors que le justice devait encore se prononcer contre le recours introduit. Qu'en est-il ?

En ce qui concerne les modalités de l'intervention, des installations ont été incendiées, sous la supervision des agents de la police locale. Ces feux ont provoqué d'importants dégagements de fumée. Rappelons que le site est situé à quelques pas d'habitations, d'une station de gaz, d'une école, de zones Seveso... et qu'il a connu une importante période de sécheresse.

Les pompiers n'ont pas été contactés par les services de police, mais par des riverains, après le début des opérations, constatant que de la fumée se dégagait du terrain. Nous nous posons donc de nombreuses questions sur les modalités de

l'intervention et les précautions prises afin de garantir la sécurité des habitants.

Qui a incendié ces installations et pourquoi ? Les policiers eux-mêmes ? Des ouvriers communaux ? Des ouvriers qui auraient accompagné l'huissier ?

Le Code pénal est clair : il n'est pas permis (en ce compris pour la police) d'incendier des biens privés qui ne représentent aucune menace, qui plus est à l'air libre.

S'il apparaît que ce n'est pas la police qui a bouté le feu, mais des ouvriers ou l'huissier, pourquoi la police n'est-elle pas intervenue pour les en empêcher ? Qui que ce soit qui ait bouté le feu, quelle attitude le Bourgmestre va-t-il prendre vis-à-vis de ces actes illégaux ?

En ce qui concerne les conditions de sécurité autour de ces incendies, pourquoi les pompiers n'ont-ils pas été mis au courant de cette mise à feu ? Le Bourgmestre savait-il que les pompiers n'étaient pas au courant ?

Confirmez-vous que la police a, dans un premier temps, empêché les pompiers d'avoir accès au terrain ? Pourquoi ?

Cette évacuation nous inquiète au plus haut point : sur le site du Keelbeek aujourd'hui, la police ou un huissier mandaté par les pouvoirs fédéraux peuvent donc bouter le feu en plein air sans prévenir les pompiers et en empêchant même leur intervention. Comment le Bourgmestre pourra-t-il dès lors garantir la sécurité du site quand la plus grosse infrastructure carcérale du pays y sera installée ?

M. Maingain.- Qui a ordonné l'évacuation du site ?

La zone de police de Bruxelles Capitale Ixelles a-t-elle participé à cette évacuation ?

Si oui, comment s'est déroulée l'évacuation ?

Qui a incendié les cabanes ?

Combien de personnes ont été évacuées ?

Des arrestations ont-elles eu lieu ?

Mevrouw Persoons.- Mijnheer de voorzitter, ik had dezelfde vragen als vorige sprekers. Om tijd te sparen zal ik ze niet meer lezen.

Een reeks vragen handelt over de rechtsgeldigheid van de actie aangezien er op hetzelfde ogenblik een beroep lopende was. Voorts vroeg ik wie de brand daar aangestoken had.

Ik wacht op de antwoorden van de burgemeester.

M. le Bourgmestre.- Conformément à l'article 44 de la loi sur la fonction de police, les services de police doivent prêter main-forte lorsqu'ils y sont légalement requis. Dans le cas qui nous occupe, l'huissier de justice disposait d'un jugement exécutoire nonobstant recours. La légalité du titre a été vérifiée par les services juridiques de la Ville et de la police. Les recours consistaient en une tierce opposition qui ne suspend pas l'exécution du jugement visé. Ce jugement est dirigé contre six personnes sommées de quitter les lieux sous peine d'une astreinte de 3.000 € par jour à compter du lendemain du jugement. La Régie des bâtiments étaient parfaitement en droit d'exiger l'expulsion de ces personnes et la destruction des constructions érigées sur le terrain par ces dernières, de même que l'enlèvement des affaires s'y trouvant. C'est ce qu'il s'est passé. Le jour en question, quatre personnes se trouvaient sur le site. Elles ont pu emporter leurs possessions avant de quitter les lieux, sans incident d'ailleurs. Il n'y a donc pas eu d'arrestation. Le bois des constructions temporaires a par après été incendié par les ouvriers agissant pour l'huissier de justice.

De verbranding gebeurde op een gecontroleerde manier. Er was op geen enkel ogenblik gevaar voor de mensen of de installaties. Dat is trouwens ook de reden waarom de brandweerdiensten niet verwittigd werden. De politiediensten waren evenmin op de hoogte van de intentie om de overgebleven houtstructuren in brand te steken.

Lorsque les pompiers sont arrivés sur place, avertis par des riverains, ils ont estimé qu'il n'était pas nécessaire d'intervenir. La police ne les en a aucunement empêchés.

De brandweer beschikt over de toegangscode tot de site.

Mme Lemaitre.- Si la police n'était pas au courant de la volonté de l'huissier de justice et des ouvriers d'incendier les constructions, pourquoi a-t-elle laissé faire alors que c'est illégal ?

Question de Jean-Louis Péters concernant le tapage nocturne durant l'été dans le quartier Sainte-Catherine

M. Péters.- Nous avons eu la chance de passer à Bruxelles un été magnifique qui a ensoleillé le cœur de la plupart d'entre nous...

Toutefois, en juillet et en août, une importante bande s'est emparée de l'espace public situé entre le quai du Bois à brûler et le quai aux Briques.

À de nombreuses reprises, ils ont installé, à proximité de l'église Sainte-Catherine, une sono et ont organisé des soirées dansantes extrêmement bruyantes et tardives, et cela, manifestement, sans la moindre autorisation. Outre le tapage nocturne qui a clairement altéré la vie et le sommeil des riverains, je vous laisse imaginer dans quel état de malpropreté le site se trouvait au petit matin...

Vu le nombre de plaintes que j'ai reçues des habitants, il me semble impossible que les autorités de la Ville ne soient pas conscientes de ce phénomène.

Dès lors, puis-je savoir à combien de reprises la police est intervenue pour faire arrêter ce genre d'événement à cet endroit et ce que vous comptez faire pour éradiquer ce phénomène qui, s'il n'est pas arrêté à temps, risque de prendre de l'ampleur et de rendre la vie des habitants infernale.

M. le Bourgmestre.- Depuis quelques années, de plus en plus de monde fréquente le quartier Sainte-Catherine au sens large et s'y approprie l'espace public, notamment lorsque les conditions météorologiques sont favorables, comme le font les phénomènes Free 54 et autres. Par ailleurs, le franc succès de certains établissements entraîne le regroupement de personnes aux abords desdits lieux.

Il apparaît néanmoins que depuis quelques semaines, cette clientèle devient une cible privilégiée, notamment le week-end entre 23h et 4h : agressions verbales, provocations, violences vis-à-vis de ce public qui tente de riposter. Tout cela se termine parfois en bagarre générale dans le quartier.

Une enquête judiciaire en la cause est en cours. Les services de police sont à pied d'œuvre pour suivre ce phénomène et procéder, le cas échéant, à l'arrestation administrative des personnes qui causeraient désordre et tumulte. Ce matin encore, j'ai demandé que soit renforcée la présence de la police pour ne pas voir se développer à nouveau un phénomène comme Free 54, avec des gens qui envahissent la place Sainte-Catherine et perturbent tant les commerçants que les riverains.

Sachez que je prends ce problème à bras-le-corps. Je partage totalement votre avis et j'ai demandé à la police de régler le problème au plus vite.

M. Péters.- C'est une bonne chose. Il serait bon que ce phénomène prenne fin.

Questions de Mme Jellab et M. Van den Driessche concernant la distribution de plumiers rouges avec fournitures scolaires le 3 septembre aux enfants de 1ère primaire des écoles francophones de la Ville

Vragen van mevr. Jellab en dhr. Van den Driessche betreffende het uitdelen op 3 september van een rood pennenzakje met schoolbenodigdheden aan de kinderen van het eerste schooljaar van de Franstalige scholen van de Stad

Mme Jellab.- Notre groupe souhaite revenir sur la distribution des plumiers rouges et

de fournitures le 3 septembre aux enfants de 1ère primaire.

Si l'objectif était de réduire la charge financière que représente la rentrée des classes pour de nombreux parents, pourquoi ceux-ci n'ont-ils pas été informés suffisamment tôt de ce cadeau, dès la fin juin ou au moment de l'inscription de l'enfant, afin d'éviter les doubles emplois et le gaspillage ?

Pouvez-vous nous dire s'il y a eu concertation avec les associations de parents qui s'impliquent dans les colis de fournitures. Ces besoins ont-ils été identifiés avec les directions ou enseignants ?

L'achat de ces fournitures a-t-il fait l'objet d'un marché public ?

Quel en est le coût total ?

S'agit-il d'une décision prise par le Collège ou par vous-même ?

Notre groupe s'étonne également de l'incohérence entre les engagements de la Ville dans l'Agenda 21, le Plan climat et la réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'une part, et l'importation de produits fabriqués en Chine, d'autre part. Pourquoi ne pas avoir privilégié des fournitures fabriquées chez nous ou dans des pays limitrophes ? Nous regrettons l'absence de critères écologiques et durables. Tout est jetable, en plastique (dont nous connaissons les impacts graves sur l'environnement et notre santé).

L'école est le lieu par excellence de la sensibilisation aux enjeux climatiques. Nos enfants doivent adopter des réflexes dès le plus jeune âge. L'école doit être exemplaire à travers toutes ses actions et tous ses projets.

Par ailleurs, nous apprenons que les écoles néerlandophones et des écoles de l'enseignement spécialisé n'ont pas reçu la pochette ? Quelle en est la raison ?

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de voorzitter, ik heb hier veel vragen bij. Enkele vragen heb ik al schriftelijk ingediend en ik verwacht daar antwoorden op.

Ik zal nog enkele belangrijke vragen herhalen. Ik had graag de totale kostprijs van dit geschenk gekend. Was die reeds ingeschreven in de begroting en onder welke begrotingspost zal het bedrag van dit geschenk worden opgenomen ?

Klopt het dat de directeur-generaal van het Nederlandstalig onderwijs niet op de hoogte was van het project?

Waarom is er een onderscheid gemaakt tussen de Nederlandstalige en de Franstalige scholen?

Ik heb inmiddels vernomen dat een vzw die uitgaven blijkbaar betaald heeft of zal betalen. Klopt die informatie? Zal de stad Brussel deze geschenken niet betalen?

Over welke vzw gaat het dan? Heeft die vzw dan ook het fiat gekregen om het logo van de stad Brussel te gebruiken? Op de pennenzakjes staat immers het logo van de stad Brussel, wat de indruk kan verwekken dat het gaat om een geschenk van de stad.

Ik verwacht veel concrete antwoorden op mijn schriftelijke en mondelinge vragen.

Mme Hariche, échevine.- Les coûts des rentrées scolaires sont en augmentation constante et une grande partie de la population rencontre des difficultés à les assumer. De nombreux signaux d'alarme sont envoyés par des associations, telle la Ligue des familles qui déplore que, globalement, une famille sur quatre ait dû rogner sur son budget pour la scolarité des enfants. La Ligue propose aussi de se concentrer prioritairement sur la gratuité de l'enseignement, surtout en primaire.

Diminuer ces frais et tendre vers la gratuité de l'enseignement est un objectif inscrit dans le programme de majorité et qui nous a occupés durant toute la législature. Dans ce sens, de nombreuses actions ont été menées, notamment afin de diminuer les frais scolaires, parascolaires et extrascolaires des familles.

- Dès mon arrivée à la tête du département de l'instruction publique, avant même que

la Fédération Wallonie-Bruxelles ne le fasse, j'ai plafonné les frais scolaires et parascolaires (voyages scolaires...) qui pouvaient être réclamés aux parents.

- J'ai demandé à tous nos établissements de s'inscrire dans le décret ATL, d'une part, pour bénéficier de subventions à Bruxelles Enseignement permettant d'améliorer la qualité de l'accueil (achat de matériel, formation du personnel, aménagement des espaces, etc.) et de prendre en charge une partie des frais de garderie, d'autre part. Les participations aux frais de la Ville sont parmi les plus basses de la Région.

- Nous avons, il y a quelques années, mutualisé le marché des bus et obtenu des prix largement inférieurs à ceux que les écoles obtenaient individuellement. Cette diminution des coûts est répercutée sur les participations aux frais demandées aux parents.

- Des séances de logopédie au profit d'élèves du premier degré du secondaire sont également financées pour chaque établissement.

- 2.400 enfants de 16 de nos écoles bénéficient d'activités parascolaires entièrement gratuites depuis de nombreuses années.

- Les participations aux frais des parents pour le soutien scolaire structurel et professionnel organisé dans une dizaine de nos écoles primaires par des instituteurs sont purement symboliques (0,5 euro/élève/séance).

- Les prix des repas chauds n'ont pas augmenté depuis un long moment.

- L'opération « Potage pour tous » en hiver, entièrement gratuite, bénéficie à 14.000 élèves.

- Nous nous sommes inscrits dans le projet pilote de la Fédération Wallonie-Bruxelles

concernant les repas scolaires gratuits, et sept de nos établissements maternels en bénéficieront cette année.

- Chaque établissement secondaire doit proposer au moins une activité parascolaire sportive gratuite.

- Depuis de nombreuses années, le département de l'instruction publique met des tablettes à disposition des élèves (du maternel, du primaire et du secondaire) gratuitement, dans le cadre de l'utilisation du numérique et des nouvelles technologies à des fins pédagogiques.

- J'ai également instauré des tarifs qui sont les plus bas de la Région pour toutes nos activités de vacances en veillant à appliquer un tarif social pour les plus démunis et un tarif dégressif pour les familles nombreuses.

-...

Comme vous le voyez, la diminution des frais scolaires et extrascolaires est un objectif constant depuis de nombreuses années, y compris en année électorale - on n'arrêtera pas de travailler parce qu'il va y avoir des élections -, car j'estime que les enfants ont tous droit à la même qualité d'enseignement ainsi qu'à des activités parascolaires épanouissantes, quel que soit le portefeuille de leurs parents.

La trousse pour les élèves de 1ère primaire s'inscrit évidemment dans cette logique et s'ajoute à cette longue liste d'actions menées. Je n'ai évidemment fait aucune publicité, ni par communiqué, ni par courrier, ni d'aucune autre manière. Mon nom et mon titre ne sont apparus nulle part et n'ont été communiqués à personne, même pas aux équipes pédagogiques. Celles-ci ont été informées du fait que les élèves de première primaire recevraient un plumier dont le contenu a été décidé par la cellule pédagogique. Vous vous êtes chargés d'en faire la publicité.

La proposition a été faite par mon cabinet à l'inspection en mars dernier et a été accueillie favorablement. L'inspection en a fait part aux directions le 4 juin, en réunion plénière.

Au même titre que le soutien scolaire, les séances de logopédie ou les activités para et extrascolaires, les plumiers offerts ont été financés par Bruxelles Enseignement, réceptacle des subventions diverses et variées que nous recevons essentiellement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

La trousse avec le logo de la Ville a coûté 7,31 €/pièce. Vous en connaissez le contenu, qui a été décidé par la cellule de conseillers pédagogiques du fondamental. Il s'agit d'une procédure négociée lancée en juin et dont le coût s'élève à 11.701,44 €. La commande a été passée mi-juin sur la base du nombre d'élèves renseigné par les établissements. Une différence est effectivement apparue entre le chiffre communiqué en juin et celui communiqué à la rentrée de septembre. Les 1.600 plumiers commandés n'ont donc pas suffi. Cinq écoles francophones et les sept écoles néerlandophones n'ont pas encore été livrées ; elles le seront dans les jours qui viennent.

En ce qui concerne la couleur, si vous observez les publications de l'instruction publique, le rouge est d'application depuis de nombreuses années pour les écoles, tandis que le vert est réservé aux bibliothèques. Il en est de même pour la signalétique de nos bâtiments. L'administration a donc fait en ce sens et je déplore vivement les attaques qui lui ont été portées et qui remettent en cause sa neutralité.

Nous avons évidemment l'intention d'aller beaucoup plus loin en proposant, dans les années à venir, de passer un marché à grande échelle par le biais de la centrale d'achat qui inclue des clauses environnementales dans ses cahiers des charges. Cela devrait permettre d'obtenir du matériel durable à moindre coût pour les familles.

Mme Jellab.- L'échevine essaie de noyer le « poisson rouge »...

Est-ce la première fois que l'instruction publique distribue ce genre de pochette depuis que vous êtes en poste, à savoir 18 ans ? Oui !

Le Collège a-t-il décidé de cette distribution de façon collégiale ? Non ! C'est votre administration qui en a décidé, vous l'avez dit vous-même.

Est-ce que des fonds publics ont été utilisés pour promouvoir votre image ? Oui !

Ces éléments m'incitent à croire qu'il s'agit d'un cadeau électoral. Je vous renvoie à la loi du 7 juillet 1994 relative aux dépenses électorales engagées par les élus locaux.

Je n'ai jamais entendu parler d'une telle distribution organisée par une asbl, en l'espèce Bruxelles Enseignement.

Vous dites que l'objectif était d'aider les parents. Je n'y crois absolument pas. C'est un double emploi. Quel est le parent qui envoie son enfant en première primaire sans matériel ? C'est un moment crucial que l'on prépare des mois à l'avance. Dire que cette démarche visait à soulager les parents, c'est se moquer des gens.

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de voorzitter, mijn collega is geëindigd met de sleutel van deze zaak. Als het de bedoeling was om de ouders tegemoet te komen in de kosten, dan had men hen op voorhand moeten laten weten dat ze zeker geen pennenzak moesten kopen omdat de stad dat op zich zou nemen. De basisredenering van vijf minuten waarmee mevrouw Hariche rond de pot heeft gedraaid, gaat totaal de mist in.

Ik ben ook benieuwd wat de Commissie voor Verkiezingsuitgaven daarover zal zeggen. Bovendien wil ik weten – als dat inderdaad betaald en uitgedeeld is door een andere vzw – wanneer het akkoord gegeven is dat die andere vzw het logo van de stad Brussel mocht gebruiken. Het logo van de stad kan men toch niet zomaar op alles aanbrenge. De stad moet daarmee akkoord gaan. Wie heeft dat akkoord gegeven en op welk moment?

M. le Président.- L'incident est clos.

**Questions de M. Ceux et M. Maingain concernant la consultation des habitants
organisée à Neder-over-Heembeek sur l'instauration de la zone
bleue**

M. Ceux.- Jusqu'à présent, nous avons bien travaillé sur l'instauration de la zone bleue à Neder-over-Heembeek. Une première étape a été réalisée le long de l'arrêt du tram. Une réunion a été organisée, au cours de laquelle les 70 personnes présentes, moins une, se sont déclarées en faveur de la zone bleue. Ensuite, un sondage a été réalisé, mais on ignore quelles ont été les personnes interrogées. Beaucoup n'ont pas encore reçu le formulaire et ce même formulaire a été envoyé à des riverains de rues où la zone bleue était déjà instaurée. Plus personne n'y comprenait rien !

Quelles sont vos intentions ? Reconnaissez-vous que ledit sondage n'a pas été réalisé correctement et qu'une autre décision doit être prise ?

La situation sur le terrain empire, particulièrement sur la rue de Ransbeek. Je demande un peu de cohérence dans votre groupe : M. Coomans de Brachène a annoncé aux riverains qu'ils pourraient disposer du parking du stade Mandela, alors que M. Courtois vient de faire poser un panneau indiquant que le parking est réservé aux utilisateurs du stade. Il est inconcevable qu'une petite partie d'un quartier ne soit pas mise en zone bleue alors que le reste l'a été.

M. Maingain.- Avant les vacances, vous aviez pris l'engagement de consulter les Heembeekois sur l'extension possible de la zone bleue à Neder-over-Heembeek. Début juillet, certains habitants ont reçu un courrier leur demandant leur avis « pour ou contre une zone bleue sur tout le territoire de Neder-over-Heembeek ».

Il semble toutefois que des quartiers entiers n'aient pas été consultés et que de nombreux habitants n'aient pas été au courant de cette démarche.

Combien de courriers ont été distribués à Neder-over-Heembeek pour cette consultation ?

Quel a été le périmètre couvert par cette distribution ?

Qui a procédé à la distribution ?

Avez-vous l'assurance de la complète distribution sur l'ensemble de Neder-over-Heembeek de cette « consultation » ?

Pouvez-vous m'indiquer combien personnes ont répondu à cette enquête ?

Quels sont les résultats estimés, pour l'heure, de cette enquête ?

L'occasion a été manquée d'une belle consultation populaire. Or la consultation populaire est rendue possible par la nouvelle loi communale.

Que comptez-vous faire de cette « consultation », compte tenu du fait que tous les riverains n'auront pas pu donner leur avis ?

Quelle est la position du Collège quant à l'extension de la zone bleue à Neder-over-Heembeek ?

Mme Lemesre, échevine.- La zone bleue ne sera pas instaurée avant les élections. Nous en avons discuté parce que nous avons voté un nouveau plan de stationnement qui intégrait toutes les directives régionales contenues dans la dernière ordonnance. Il était donc indispensable d'adapter le règlement communal à ladite ordonnance régionale.

À l'occasion de ce nouveau plan, les habitants de Neder-over-Heembeek se sont manifestés, ainsi que les membres du Conseil. Le stationnement à Neder-over-Heembeek n'a pas été réglementé parce que lors des dernières élections, nous avons constaté une volonté des habitants en ce sens. En cours de législature, les esprits ont évolué, vu les reports de stationnement constatés depuis la zone réglementée vers des zones où les navetteurs ont accès aux transports en commun.

La question s'est donc posée de réglementer également le stationnement à Neder-over-Heembeek. Avec ma collègue en charge de la participation, nous avons organisé une réunion le 14 juin 2018. Les participants se sont déclarés majoritairement en faveur de l'instauration d'une zone bleue. Nous nous sommes alors engagés à consulter la population. La présente consultation doit être poursuivie, rue par rue. Le 10 juillet 2018, une première distribution toutes-boîtes de la lettre d'information sur l'éventualité d'une mise en place d'une zone bleue a eu lieu sur le bas de Neder-over-Heembeek et Laeken. Il s'agissait d'une erreur du distributeur, qui a distribué la lettre d'information dans les rues qui avaient été indiquées comme n'étant pas concernées, à savoir celles où il existe déjà une zone bleue. Il s'agit de 5.000 dépliants. Le 23 juillet 2018, une seconde distribution toutes-boîtes a eu lieu, couvrant le périmètre du territoire non réglementé. 3.000 dépliants ont été distribués.

Comme vous, j'ai reçu des courriels de riverains qui n'avaient rien reçu. Il y a donc eu encore des dysfonctionnements dans la distribution.

Au 4 septembre, 456 réponses avaient été encodées, dont 240 par voie postale et 214 par courriel, réparties de la manière suivante : 153 pour la mise en place de la zone bleue et 301 contre. Parmi les arguments contre, citons la difficulté de se garer pour les visiteurs et les clients. Le débat est loin d'être clos. Nous n'allons pas changer la donne et improviser un plan de circulation en fin de législature. Il faudra consulter davantage encore la population et faire la distinction zone par zone, car dans certaines rues, aucun problème ne se pose. Neder-over-Heembeek ne doit pas être traitée d'un seul tenant, mais secteur par secteur.

La politique de la ville doit avant tout protéger les riverains, et la zone bleue doit servir à cela. C'est le conseil que je donne à la prochaine majorité.

M. Ceux.- J'entends que les dépliants ont été mal distribués et que vous reportez le tout à la prochaine législature. Ce genre de sondage doit être étudié avec prudence.

Des réponses peuvent être apportées aux riverains qui s'inquiètent de l'instauration d'une zone bleue.

Prendre une telle mesure rue par rue est un non-sens. À un certain moment, il faut opérer des choix. Nous pensons que l'ensemble de Neder-over-Heembeek doit être mise en zone bleue.

M. Maingain.- Cette consultation manquée montre bien combien la participation citoyenne et la co-construction d'un projet politique ne sont pas encore entrées dans les habitudes. Des ateliers auraient pu être organisés pour expliquer l'enjeu. Le courrier était très lacunaire et 8.000 dépliants ont été distribués pour rien. Le tout a été fait avec amateurisme.

Aucune position claire n'a été prise quant à savoir comment régler les problèmes de stationnement à Neder-over-Heembeek. Le tout est reporté à la prochaine législature. Nous ferons en sorte que la prochaine majorité dégage une solution pour le stationnement à Neder-over-Heembeek dans le cadre d'une véritable participation et d'une réelle consultation citoyenne.

Mondelinge vraag van de heer Dhondt en mevrouw Persoons betreffende het standpunt van het College in verband met aankondigingen gedaan om een ondergrondse parking te bouwen in de buurt van het Kanal-Centre Pompidou

De heer Dhondt.- Mijnheer de voorzitter, uit berichten op de sociale media blijkt dat Kanal-Centre Pompidou, althans volgens Schepen Els Ampe, een parking van 600 bovengrondse parkeerplaatsen aangevraagd heeft.

Ik heb hier een beetje een *déjà vu*-gevoel bij want een tijdje terug, naar aanleiding van het probleem van de doodskaai, zou de KVS gevraagd hebben om een stuk open te leggen, maar later zou ze dat ontkennen.

Blijkt dat het College als antwoord voorstelde om een ondergrondse parking te bouwen. Volgens andere berichten zou Kanal-Centre Pompidou echter ontkennen ooit een dergelijke vraag gesteld te hebben en meer nog, dat zij hun bezoekers aanraden

om met het openbaar vervoer naar hun evenementen te komen.

De vijfhoek telt 13.000 parkeerplaatsen in publieke parkings, 18.000 over het volledige grondgebied van de Stad. Bovendien telt de Vijfhoek ongeveer 12.000 plaatsen op de openbare weg en 60.000 in privéparkings. De inwoners van de Vijfhoek hebben samen ongeveer 12.000 auto's. De openbare parkings hebben een bezettingsgraad van 40-50% overdag, in het algemeen net geen 70%. Parkings hebben een aanzuigeffect. Ze blazen heel wat stikstof in de stad en dat heeft een nefaste impact op de luchtkwaliteit.

Ik heb twee vragen.

Heeft het College van Kanal-Centre Pompidou de vraag gekregen om te voorzien in een parking van 600 plaatsen?

Is de huidige meerderheid van plan een ondergrondse parking te bouwen in de buurt van Kanal-Centre Pompidou? Zo ja, wanneer heeft het College hier een beslissing over genomen?

Mevrouw Persoons.- Mijnheer de voorzitter, in een uitwisseling met de buurtbewoners van de Kaaienwijk, die nog steeds bijzonder boos zijn over de autodoorsteek op de Handelskaai, liet mevrouw Ampe weten nog steeds het idee te steunen om een ondergrondse parking onder het IJzerplein/Handelskaai te willen bouwen. Een van de argumenten die ze hiervoor aanhaalde was dat het museum Kanal Centre Pompidou haar gevraagd zou hebben om 600 parkeerplaatsen voor hen te reserveren, iets wat door Kanal echter onmiddellijk ontkracht werd.

Hoe staat het met de plannen voor de bouw van een ondergrondse parkeergarage aan IJzer? Als ik me niet vergis, was er geen reactie uit de privésector gekomen bij de lancering van het lastenboek hieromtrent en was het project dan ook begraven. Zijn er nieuwe plannen om hier toch mee verder te gaan?

Wie liegt er? Liegt Kanal als ze ontkennen 600 parkeerplaatsen gevraagd te hebben of liegt mevrouw Ampe? Er kan maar één iemand gelijk hebben.

Mevrouw Ampe, schepen.- Mijnheer de voorzitter, de heer Dhondt slaat hier een

aantal zaken door elkaar.

Wat ik aangeklaagd heb is het feit dat er bij de stad Brussel, via de dienst Evenementen, tot drie keer toe een aanvraag is binnengekomen om bovengrondse parkeerplaatsen te reserveren voor evenementen in Kanal. Dat heeft mij gechoqueerd, ik ben daar eerlijk over, omdat het bijzonder moeilijk is om van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een vergunning te krijgen om een ondergrondse parking te bouwen. Ik vind het ook onkies ten opzichte van alle bewoners die op straat geen parkeerplaats vinden dat er nog honderden parkeerplaatsen gereserveerd moeten worden op basis van een vraag van een publieke actor.

Er is voor drie evenementen een aanvraag geweest om bovengrondse parkeerplaatsen te reserveren, namelijk voor 4 september, 16 en 19 oktober. In één geval ging het om een vraag voor 300 parkeerplaatsen, in een ander geval om 100 plaatsen en in een derde geval om 500 parkeerplaatsen. Dat zijn enkel de meest recente aanvragen. We hebben daarvoor nog andere vragen gekregen.

De vragen werden gesteld door het *Convents and Sessions Management à la Fondation Canal*. Ze worden via de evenementencommissie officieel gesteld aan de stad Brussel. Het College is niet van plan om aan die vragen tegemoet te komen.

Ik ben persoonlijk van oordeel dat de Akenkaai en de Ruimingskaai veel beter ingericht zouden worden als een flaneerdijk.

Ik ben het met de heer Dhondt ook niet eens dat ondergrondse parkings stofzuigers zijn. Volgens mij is zijn partij het daar ook niet mee eens want in Mechelen bijvoorbeeld wordt momenteel nog een extra grote parking gebouwd en bovengronds wordt er een autovrije zone van gemaakt. Dat is ook de visie die het College van Burgemeester en Schepenen van de stad Brussel aanhangt.

Ik kan de heer Dhondt de bewijzen bezorgen.

Mme Lemesre, échevine.- Un parking souterrain à l'entrée nord de Bruxelles, à cet endroit, aurait toute sa pertinence, non seulement avec l'ouverture de Kanal, mais aussi pour desservir tous les quartiers commerçants alentour. Cela allégerait la pression du stationnement dans ce quartier habité et faciliterait l'accès piéton au

centre-ville.

De heer Dhondt.- Mijnheer de voorzitter, ik ben blij dat mevrouw de schepen Mechelen aanhaalt, want die vergelijking gaat helemaal niet op.

In Mechelen wordt een actief beleid gevoerd om de auto uit de stad te weren.

Mevrouw Ampe stuurt naar Vlaanderen brieven met een aanmoediging om de Ring te verbreden en laat almaar meer mensen met de auto naar het centrum komen.

Als ze aan IJzer een parking bijbouwt, creëert ze een aanzuigeffect. Er zijn vandaag al 13.000 publieke parkings en 61.000 privéparkeerplaatsen die 's avonds en in het weekend leegstaan. Ecolo-Groen raadt aan eerst die parkings ten volle te benutten in plaats van er nog bij te bouwen waardoor mensen jarenlang in een werf moeten leven.

Ik zou graag die drie aanvragen inkijken, wat uit wat de schepen hier verklaart heeft Kanal gelogen.

Mevrouw Persoons.- Mijnheer de voorzitter, het grote verschil met Mechelen is dat er onder IJzer een metrostation is waardoor de bereikbaarheid voor de bezoekers maximaal is. Er zouden beter parkeerplaatsen gebouwd worden aan De Lijn buiten het Gewest zodat de mensen met de metro kunnen komen.

Los daarvan, verbaast het mij dat Kanal niet de waarheid zou hebben gesproken. Ze hebben heel krachtig ontkend dat ze bovengrondse parkeerplaatsen zouden hebben gevraagd. Het is alleszins een vreemd verhaal.

Question de Mme Nagy concernant l'accès à la plaine de jeux Chemin Vert via une parcelle appartenant à la Régie foncière

Mme Nagy.- Une parcelle appartenant à la Régie (555S) pourrait être aménagée pour accéder à la plaine de jeux qui se trouve sur le Chemin vert, dont l'accès est barré en raison des travaux en cours. Or il semblerait que cette solution de bon sens ne soit pas considérée par les services de la Régie foncière.

Sans solution, l'accès à la plaine de jeux restera barré par le chantier pendant de longs mois encore.

Pouvez-vous me dire quelle est votre proposition en la matière ?

M. Ouriaghi, échevin.- J'ai été interpellé sur le sujet juste avant la trêve estivale par le « maire » de Neder-over-Heembeek, M. Ceux.

Mon administration et moi-même avons jugé qu'il n'était ni indiqué ni réalisable d'affecter cette parcelle résidentielle à l'espace public en l'aménageant en chemin d'accès vers la plaine de jeux située rue du Petit Chemin Vert. Cette demande visant à trouver une solution très temporaire pour l'accès à la plaine de jeux implique une longue procédure qui dépasserait la durée de l'impact du chantier lancé par la Région. En effet, au vu des aménagements nécessaires, des études et l'obtention d'autorisations seraient nécessaires. Ensuite, les travaux y relatifs devraient faire l'objet d'une mise en concurrence en vue de la sélection et de la désignation d'une entreprise.

En outre, il y a lieu de préciser que cette proposition vise à répondre à une demande qui serait profitable à une partie des habitants de la rue de Ransbeek qui souhaiteraient se rendre à la plaine de jeux pour éviter un détour de 400 ou 500 m. Dans le cas présent, il y a lieu de mettre en balance l'intérêt individuel et l'intérêt collectif.

Dans l'hypothèse même de la réalisation de cet accès, nous risquerions de pérenniser un agencement local qui pourrait être contraire à l'intérêt même du quartier. Il va de soi que la création d'espaces publics, tant leur conception que leur réalisation, dépasse la seule compétence de la Régie foncière. Elle mérite une approche et une réflexion globales quant à leur vocation et leur intégration dans le tissu urbain. Pour toutes ces raisons, cette proposition ne peut être retenue comme réponse provisoire ou immédiate tel que souhaité par certains riverains.

Mme Nagy.- La réponse donnée par vos services est incompréhensible, dans la mesure où la parcelle en question est actuellement utilisée pour entreposer des

voitures déclassées. Une partie sera transformée en zone de jardin. Pour faciliter la vie d'une partie des habitants, pourquoi ne pas imaginer un tel aménagement provisoire ?

La concertation et la co-construction avec les habitants auraient été utiles en l'occurrence.

Mondelinge vraag van de heer Van den Driessche betreffende de problemen in het opvangcentrum La Porte d'Ulysse te Haren

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de voorzitter, *La Dernière Heure* berichtte op zondag 19 augustus dat het Brusselse opvangcentrum voor personen die illegaal in het land verblijven, La Porte d'Ulysse in Haren, geteisterd wordt door criminaliteit en agressie. Het personeel wordt bedreigd, er wordt massaal drugs geconsumeerd en verhandeld, er vinden zware vechtpartijen plaats met wapens en uitwerpselen worden er zomaar achtergelaten. Volgens de medewerkers moesten de wantoestanden in het opvangcentrum van het Burgerplatform voor Steun aan de Vluchtelingen, dat het opvangcentrum beheert, in de doofpot verdwijnen. Maar na twee nieuwe zware incidenten is de maat vol voor enkele medewerkers en doorbreken ze de stilte.

Mensen die werken in het opvangcentrum hebben het over de “overbescherming” van deze illegalen door leden van het Burgerplatform. Zij zouden alles intern willen regelen, zodat er geen politie bij komt kijken. “Zodra er een incident is, wordt alles gedaan om hen te beschermen en geeft men het excuus dat zij een moeilijk verleden hebben”, getuigt een werknemer via *La Dernière Heure*.

Volgens de woordvoerder van het Burgerplatform heeft het platform “een sanctiesysteem dat voor iedereen hetzelfde is. Mensen die zich agressief gedragen of die drugs gebruiken, worden drie dagen uit het centrum gezet”.

Op 27 augustus jongstleden besloot het Burgerplatform echter om het opvangcentrum tijdelijk te sluiten omdat de spanningen in het Maximiliaanpark en aan het

opvangcentrum zelf stilaan hun kookpunt bereikten, onder meer door een gebrek aan opvangplaatsen. Daags nadien verklaarde de burgemeester in de pers dat “de private bewaking versterkt zal worden” en dat hij ook “de politieaanwezigheid zal verzekeren”. Het Burgerplatform vindt de veiligheidsmaatregelen echter niet voldoende en vraagt zelfs een uitbreiding van het aantal slaapplekken in het opvangcentrum.

In dat verband heb ik een reeks vragen.

Begrijp ik goed uit de verklaring van de woordvoerder van het Burgerplatform dat er een apart sanctiesysteem voor agressie en drugsgebruik bestaat in het opvangcentrum, namelijk verbannen worden van het centrum, in plaats van het bestaande wettelijke sanctiesysteem toe te passen? Waren de burgemeester en/of de lokale politie op de hoogte van dat aparte sanctiesysteem? Welke stappen onderneemt de burgemeester om de rechtsstaat zoals die we kennen te herstellen in het opvangcentrum?

Hoeveel acties heeft de lokale politie sinds de oprichting van het opvangcentrum uitgevoerd en wat zijn de resultaten van die acties?

Hoeveel processen-verbaal werden sinds de oprichting van het opvangcentrum opgesteld met betrekking tot de personen die verblijven in het opvangcentrum en voor welke inbreuken?

Hoeveel personen die verblijven in het opvangcentrum werden sinds de oprichting van dat centrum gecontroleerd door de lokale politie en hoeveel daarvan werden gerechtelijk en/of administratief aangehouden?

De buurtbewoners zeggen in de pers dat de situatie onhoudbaar is geworden.

Waarom was er vóór de incidenten van 27 augustus nog geen politieaanwezigheid verzekerd?

Is de burgemeester echt bereid het aantal slaapplekken in het opvangcentrum uit te breiden? Een uitbreiding dreigt immers het beeld van Brussel als “migratiehub” van illegalen en transitmigranten nog meer te versterken.

De Burgemeester.- Mijnheer de voorzitter, het sanctiesysteem dat door het Burgerplatform in het gebouw wordt toegepast, zou de heer Van den Driessche niet moeten verbazen. Elke organisatie die collectieve activiteiten voor de gemeenschap organiseert, heeft een eigen reglement. Dat geldt bijvoorbeeld voor het Rode Kruis wanneer ze het winterplan van mevrouw Demir organiseren. Elke organisatie die een dergelijke activiteit beheert voor dit soort publiek wordt geconfronteerd met dezelfde moeilijkheden. Dat is voor deze organisatie niet anders.

We kunnen alleen maar vaststellen dat er meer spanningen heersen wanneer de concurrentie toeneemt tussen personen die verwelkomd kunnen worden.

Als er meer plaatsen vrijkomen, zal het personeel ook beter opgeleid moeten worden en zal het risico op geweld ook afnemen. Voorts is de politie in contact met de verantwoordelijken van het centrum. De onderlinge communicatie op zich verloopt uitstekend.

Sinds de opening van het centrum afgelopen juni werden er vier processen-verbaal opgesteld. De verantwoordelijken van het platform belden de politie en de overtreders werden gearresteerd. Drie van hen werden ter beschikking gesteld van het parket en één persoon werd naar een gesloten centrum gestuurd.

Zoals aangegeven weet de politie dat dit centrum een gevoelig punt is en de teams zijn zo georiënteerd dat het personeel en het publiek dat ter plaatse wordt verwelkomd, alsook de bewoners van Haren veilig zijn. De politie heeft geen toename van de criminaliteit rond de site vastgesteld.

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de voorzitter, uiteraard hebben verenigingen een eigen sanctieregeling voor bepaalde inbreuken. Ik vind het echter niet normaal dat de politie niet op de hoogte gebracht wordt van ernstige inbreuken. Wanneer mensen met elkaar vechten, elkaar kwetsen en met stoelen op elkaar kloppen moet de politie optreden. Dat kan niet in de doofpot gestopt worden. Die doofpot komt niet

van mij, maar van medewerkers van het centrum.

Ik vind het ook geen goed idee om het aantal plaatsen te verhogen want de mensensmokkelaars zullen de winnaars zijn. De vluchtelingen zullen de verliezers zijn want zij zullen verleid worden door de mensensmokkelaars en hun beweringen dat er hier oplossingen zijn verband met het Verenigd Koninkrijk, terwijl we weten dat die oplossingen er niet zijn in.

**Mondelinge vraag van de heer Van den Driessche betreffende de feestzaal
uitgebaat door de vzw Les Bords d'Eau**

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de voorzitter, ik maak van de gelegenheid gebruik om erop te wijzen dat ik op twee schriftelijke vragen van het einde van vorig jaar nog geen antwoord heb gekregen. Ze hebben betrekking op *Winterpret* en op de audit op de verschillende vzw's van de stad.

Sinds de eeuwwissel wordt een feestzaal in de Emile Bockstaellaan uitgebaat door de vzw Les Bords d'Eau, die vooral oosterse en Arabische huwelijksfeesten organiseert. Maar een gebrek aan isolatie en de hoge geluidsniveaus verstoren al jarenlang de openbare rust en orde in de buurt. De buurtbewoners hekelen ook de netheids- en mobiliteitsproblemen die de feestzaal veroorzaakt. Ik denk aan dubbel geparkeerde wagens, claxons, vuilnis dat niet op de voorbehouden dagen op de voetpaden worden geplaatst, enzovoort.

De vzw opereert blijkbaar al jaren zonder vergunning en laat sinds 2012 na haar jaarrekening openbaar te maken en dat zonder dat het Brussels stadsbestuur daar gaten in ziet. In 2016 kreeg de vzw eindelijk een stedenbouwkundige vergunning van het Brussels Gewest. De milieuvergunning moest echter nog worden toegekend en dat is gebeurd op 16 augustus waar – naar verluidt – de PS haar numerieke meerderheid heeft misbruikt om een positieve beslissing door te drukken, ondanks de 55 bezwaren die door de buurtbewoners tijdens het openbaar onderzoek werden ingediend.

De pers kon de beslissing van het College inkijken, waar de bezwaren van de buurt,

de verschillende pv's inzake (geluids)overlast, het feit dat het een residentiële buurt is, dat de feestzaal nooit haar openings- en sluitingstijden heeft gerespecteerd en dat de vzw niet over de nodige vergunningen beschikte en geen jaarrekeningen openbaar maakt, vermeld worden. Men kan zich niet inbeelden dat ondanks al deze vaststellingen die vergunning toch werd toegekend. De buurtbewoners van de Emile Bockstaellaan zijn het hoegenaamd niet eens met die beslissing.

Volgens de buurtbewoners wonen “sommige leden van de PS in de wijk en willen ze de feestzaal behouden”. Die politieke inmenging lijkt te kloppen want in de media kunnen we lezen dat een schepen verklaart “dat het een dossier is met een duidelijk politiek kantje, want het is een ‘gevoelige’ feestzaal”.

Mogen wij hieruit afleiden dat gedurende minstens 15 jaar clandestien een feestzaal uitbaten, geen jaarrekeningen openbaar maken, zich weinig of niets aantrekken van sluitingstijden, geluidsnormen, hygiëne, het intimideren van burens door te verwijzen naar de goede relaties met sommigen in het stadsbestuur – en dat allemaal in een buurt die zich daartoe niet leent omdat ze residentieel is en er nu al te weinig parking is – geen beletsel is om een vergunning te krijgen als men maar beschikt over de juiste contacten bij de juiste politieke partij.

M. Coomans de Brachène, échevin.- Je ne peux vous répondre que sur le volet urbanisme pour clarifier certains points. Pendant les quinze dernières années, le service de l'urbanisme n'a pas fermé les yeux sur les irrégularités et plaintes visant cette salle de fêtes. Le fait que le nombre de plaintes contre cette salle s'était tari depuis deux ans auprès des services de l'urbanisme s'explique par le fait que l'exploitante avait réussi à obtenir son permis d'urbanisme en recours auprès de la Région en 2016, alors que la Ville lui avait refusé. La Région avait délivré un permis d'environnement sur recours, là aussi, puisque le Collège l'avait également refusé. Ce permis avait une validité de quinze ans. Une nouvelle demande de permis d'environnement avait été introduite en 2016 et refusée, elle aussi, par la Ville. Le demandeur avait également introduit un recours à la Région, mais avait finalement

été débouté, ayant introduit ledit recours hors délai.

Les services de l'urbanisme avaient également dressé PV en décembre 2013 et les scellés avaient été apposés. Dans les considérants du permis d'environnement, mes services font état de cinq PV de police dressés entre 2008 et 2016, ainsi qu'une plainte en 2018, tous pour tapage nocturne. Personnellement, je m'étais opposé à la délivrance du permis d'environnement, de même que mes services. Le volet politique ne me concerne pas.

M. le Bourgmestre.- Selon moi, cette salle est utile et je l'assume. Le Collège a bien réfléchi aux conditions. Aucune plainte n'a été déposée. Nous avons pris des mesures de son. Nous avons envoyé un ingénieur pour identifier les problèmes éventuels. Il y a un conflit de voisinage pour lequel il existe des procédures civiles (art. 544 sur les troubles de voisinage).

Le problème le plus criant est celui du parking. Le CPAS pourrait dégager cinq à dix places, ce qui permettrait de déposer les gens. Selon les informations de Bruxelles Environnement, rien ne montre que le son sortirait du côté rue ou perturberait les voisins, lesquels ont refusé les tests acoustiques.

Nous avons besoin de salles où les gens peuvent se marier, se réunir. Nous avons pris toutes les mesures utiles. Je comprends que des personnes soient perturbées face à l'évolution d'un quartier, mais nous avons affaire à des gens responsables qui tentent de faire en sorte que tout se déroule bien. Il collabore d'ailleurs avec un centre culturel tout proche qui demande également à disposer d'une salle de fêtes. Je vais d'ailleurs soutenir sa demande, car je trouve cela intelligent. Le problème qui se pose à Laeken à cet endroit, c'est le parking. Je comprends que les riverains en aient un peu assez, raison pour laquelle M. El Ktibi envisage des conventions à cette fin.

S'il y a contravention avec l'ordonnance régionale, les riverains peuvent contacter

Bruxelles Environnement qui viendra prendre les mesures de son dans leur appartement ou leur maison. L'ordonnance est claire : si le volume sonore dépasse la norme prévue, c'est toujours le plaignant qui gagne. Le permis d'environnement est très clair. Si les riverains sont confrontés à des problèmes de nuisances sonores, qu'ils acceptent que Bruxelles Environnement passe chez eux.

De heer Van den Driessche.- Ik dank de burgemeester voor zijn antwoord, maar hij zwijgt over de overlast in het algemeen en over de 55 bezwaarschriften die zijn ingediend.

Hij verklaart dat het parkingprobleem het belangrijkste probleem is. Waarom lost hij dat dan niet eerst op? Waarom geeft hij een vergunning aan een vzw die geen jaarrekeningen publiceert? Gaat er geen alarmbelletje af wanneer een vzw geen jaarrekening publiceert of is dat een voorwaarde om een vergunning te krijgen? Ik begrijp dat niet.

Alle feiten die rond die zaal gebeuren voeden toch het vermoeden dat er iets niet klopt. Volgens de burgemeester heeft de politie nog geen vaststellingen gedaan, maar ze hebben een systeem waarbij ze wanneer de politie komt mensen buiten in wagens verstoppen en dan gaat ook de geluidsknop naar beneden. De burgemeester heeft dat ongetwijfeld ook gehoord. Waarom treedt hij op dat vlak dan niet op?

Een vergunning kan maar worden toegekend aan vzw's die de regels toepassen.

M. le Bourgmestre.- Monsieur Van den Driessche, je ne suis pas le ministre des Finances. C'est à lui que vous devez vous adresser. Il appartient à votre parti.

De heer Van den Driessche.- U verschuift het probleem, mijnheer de burgemeester. Eigenlijk is dit een aanmoediging voor de vzw's die het met de wetgeving niet zo nauw nemen. De jaarrekening niet publiceren is geen probleem, als men maar de juiste mensen kent.

De Burgemeester.- Dat is de rol van de minister van Financiën.

De heer Van den Driessche.-U weet ook wat er vandaag in de krant staat met betrekking tot de persoonlijke medewerker van een van uw schepenen die geholpen

heeft bij het afnemen van een gsm-toestel van één van de bewoners. Hij heeft die pas na twee uur teruggekregen, met tussenkomst van de politie. Dat zijn allemaal zaken die gebeuren, de identiteitskaart, bankcontactkaart met de medewerking van een medewerker van het schepencollege. Dat is niet normaal en ik vind dit allemaal niet uit.

Mondelinge vraag van de heer Dhondt betreffende de uitvoering van de motie van de Gemeenteraad voor een betere luchtkwaliteit en de gewestelijke projectoproep voor schoolstraten

De heer Dhondt.- Mijnheer de voorzitter, in de gemeenteraad van 14 mei 2018 keurde de gemeenteraad een motie goed met maatregelen om de luchtkwaliteit te verbeteren. De luchtkwaliteit in de stad is slecht en heel wat metingen bevestigen alleen maar de ernst van de problematiek. Al meer dan een halfjaar protesteren honderden ouders aan de schoolpoort met één eis: een betere luchtkwaliteit. We hebben die motie goedgekeurd, maar die mensen hebben niets aan aankondigingen alleen. Ze willen actie. Ondertussen lanceerde het Gewest een projectoproep voor het organiseren van schoolstraten.

Graag had ik het College enkele vragen gesteld betreffende de uitvoering van die motie.

Werden er al contacten gelegd met de hogere regionale en federale overheden? De motie bevat immers zaken die op regionaal of federaal niveau moeten gebeuren.

Hoe ver staat de Stad met het oprichten van nieuwe autodeelstations en met het invoeren van een verbod op doorgaand verkeer?

Welke initiatieven heeft de Stad genomen om met de start van het nieuwe schooljaar, schoolstraten in te voeren en kinderen, ouders, leerkrachten en directies aan te moedigen om te voet, met de fiets of met het openbaar vervoer naar school te komen? Zal de Stad Brussel deelnemen aan de projectoproep van het Gewest om die schoolstraten in te voeren?

M. Zian, échevin.- Je vous répondrai avec une série d'éléments de contexte avant de céder la parole à Mme Hariche et à Mme Ampe pour les questions qui concernent leurs compétences.

La première traduction concrète de la motion votée à l'unanimité de notre Conseil a bien sûr été le Plan d'action pour le climat de la Ville, qui fixe des objectifs chiffrés et des indicateurs pour, par exemple, des actions visant à encourager et à développer la pratique du vélo (« Toutes et tous en selle »), diversifier les moyens de transport scolaires et en particulier les déplacements à pied et à vélo (« Vers une mobilité scolaire active ») ou augmenter l'usage de la voiture partagée (« Ma voiture, je la partage »).

En ce qui concerne la collaboration avec la Région, Bruxelles Environnement prévoit l'installation d'une série de nouvelles stations de mesure et les discussions sont en bonne voie entre administrations afin qu'au moins deux d'entre elles soient placées sur le territoire de la Ville afin d'affiner les mesures de la qualité de l'air.

Un projet d'installation de petits capteurs, dont la scientificité n'est pas comparable aux stations de Bruxelles Environnement, mais qui fournissent des données indicatives utiles, est également lauréat de l'appel à projets SmartCity de mon collègue M. Ouriagli. Plusieurs services y travaillent et il devrait se concrétiser dans les mois qui viennent.

Enfin, en ce qui concerne l'appel à projets pour la création de rues scolaires annoncé la semaine passée par Mme Debaets, je ne doute pas que, dès que les conditions et le cadre de cet appel seront précisés, la Ville saisira toute opportunité d'améliorer la sécurité routière, la qualité de l'air aux abords des écoles et la santé des enfants. Je cède la parole à Mme Ampe.

Mevrouw Ampe, schepen.- Mijnheer de voorzitter, zoals de heer Dhondt waarschijnlijk vernomen heeft, heb ik op 25 juni een vergadering georganiseerd met

de ouders die het initiatief hebben genomen om Filter-Café-Filtré in te richten. Het gaat ondertussen om ouders van de kinderen van verschillende scholen. Het is gestart met de ouders van Maria Boodschap in de Vlaamse Steenweg.

Ik heb daar gepeild naar de interesse en de wil van de bevolking, dus niet alleen van de ouders zelf, maar ook van de andere bewoners van de Vlaamse Steenweg en de zijstraten om een schoolstraat, een voetgangersstraat, een fietsstraat of iets anders in te richten teneinde de mobiliteit in die wijk te verbeteren.

Op 12 september is er een nieuwe vergadering gepland. Het is de bedoeling om daar de beloofde cijfers uiteen te zetten. Ik heb de dienst Mobiliteit gevraagd om tellingen uit te voeren van het aantal auto's dat er passeert in de spits en ook van de voetgangers en fietsers teneinde een goed beeld te hebben van de actuele situatie.

Er is op dit ogenblik nog geen beslissing genomen en we moeten er ook rekening mee houden dat het probleem zich gewoon kan verplaatsen. Het is niet ondenkbaar dat de ouders, wanneer er een schoolstraat ingericht wordt, hun kinderen met de auto afzetten in een straat verder.

Daarnaast is er in de Molenbeeksestraat in juni al een proef uitgevoerd van een schoolstraat aan de Sint-Ursulaschool, in de Sluismeester Coggestraat loopt een proef met een schoolstraat. De Moutstraat is in deze legislatuur een voetgangerszone geworden, terwijl dat aanvankelijk als schoolstraatproject was begonnen.

Ook de Repel Vrevenstraat waar de Kakelbontschool zich bevindt, zal in de week van de mobiliteit, de week van 17 september, een schoolstraat worden.

We nemen dus heel wat initiatieven en krijgen ook heel wat vragen waarop we zo volledig mogelijk proberen te antwoorden. Het vergt echter ook studiewerk om te voorkomen dat het probleem zich verschuift.

De heer Dhondt vraagt of wij zullen antwoorden op de projectoproep van het Gewest. Het Brussels Gewest heeft de gemeente nog geen projectoproep bezorgd, maar we staan wel positief ten opzichte van het idee.

M. le Bourgmestre.- La Ville a reçu le prix Yansenne en jumelant la police, les services de mobilité et de voirie, et l'instruction publique sur la sécurisation des

établissements scolaires. En 2020-2021, L'ensemble des établissements seront sécurisés par des marquages, des emplacements kiss and ride, des casse-vitesse, etc.

Nous ne pouvons pas engager des stewards et des policiers pour sécuriser chaque école, vu le nombre de nos établissements scolaires. L'idée est de travailler avec les parents. Nous allons sélectionner sept écoles représentatives des deux réseaux (le public et le libre), des deux Communautés (francophone et néerlandophone) et des trois zones de Bruxelles (Pentagone, Laeken, Neder-over-Heembeek). L'objectif est de former des parents pour qu'ils agissent comme des signaleurs de courses cyclistes. Leur rôle sera de responsabiliser ceux qui veulent s'arrêter juste devant l'école (le plus souvent des parents...). La formation sera donnée par la police. Il sera demandé à ces parents de jouer ce rôle de « signaleur » deux jours par an, en collaboration avec la police. Les dispositifs doivent être testés école par école, car les aménagements et les environnements sont variables. Nous tirerons les conclusions du dispositif en décembre. Elles seront communiquées au Conseil communal.

Nous essaierons d'étendre le dispositif progressivement à l'ensemble des écoles qui veulent y participer. Les directions nous ont demandé de ne pas commencer l'expérience à la rentrée et de leur laisser un peu de temps de préparation. Nous nous sommes donc donné trois mois. Les écoles seront contactées au cours de ce mois et le test aura déjà lieu pendant deux semaines au mois de novembre.

De heer Dhondt.- Mijnheer de voorzitter, proefprojecten met zeven scholen is belangrijk, maar er moet nog meer gebeuren. Er is daar weliswaar nog tijd voor, maar we moeten zoeken naar een totaaloplossing voor de verschillende scholen. Het is een goed idee om samen te werken met de ouders, maar ik had gehoopt dat de ouders die al maandenlang protesteren een beetje rust zouden krijgen en dat we structurele oplossingen zouden kunnen bieden. Ik denk ook dat dit hand in hand gaat en dat we de verkeersdrukte structureel naar beneden moeten halen met een mobiliteitsplan en dat we met ingrepen in de infrastructuur de veiligheid kunnen verhogen. De ouders

kunnen daar zeker een rol in spelen.

Ik heb begrepen dat er over drie maanden een terugkoppeling zal zijn naar de gemeenteraad. Ik hoop dat nog heel wat scholen op ons grondgebied mee zullen stappen in dat project zodat zoveel mogelijk kinderen zich te voet of met de fiets naar hun school kunnen begeven.

Aan de Sint-Ursulaschool is er nu een heraanleg geweest, maar je merkt dat de insteek van het College nog altijd niet de goede is. Er komt daar een fietspad bij, maar het voetpad wordt ingekrompen. De ouders hebben aan de schoolpoort nu minder plaats en staan in concurrentie met de fietsers. Wij vinden het dus heel belangrijk dat er voldoende plaats is voor fietsers en voor voetgangers.

Mondelinge vraag van de heer Dhondt betreffende de steunmaatregelen aan handelaars in financiële moeilijkheden door de werkzaamheden aan de voetgangerszone (toekenning sociale lening)

De heer Dhondt.- Mijnheer de voorzitter, de idee van de voetgangerszone mag dan wel fantastisch zijn, maar de lange aansleep van de werkzaamheden heeft een grote impact gehad. Dat de werken veel langer duurden dan gepland, is een rechtstreeks gevolg van de amateuristische aanpak van het College. Het dossier was niet solide genoeg en diende aangepast te worden om bestand te zijn tegen de beroepen bij de Raad van state. Dat heeft voor nog veel meer vertraging gezorgd.

De amateuristische aanpak leidt tot economische schade voor onze handelaars in de werfzone, handelaars die de periode van de werken niet zomaar kunnen overbruggen en hopen dat het erna wel beter zal gaan.

We hebben een concreet probleem gehad. Wat kan de stad doen? Verschillende zaken zijn federaal, bijvoorbeeld op het vlak van belastingen, uitstel van betalingen. We zijn echter van oordeel dat er zaken zijn die de stad zelf kan doen. Graag had ik het College hierover enkele vragen gesteld.

Is het stadsbestuur bereid om de betrokken handelaars in financiële moeilijkheden een lening toe te kennen om de periode van de werkzaamheden te overbruggen? Het gaat dan specifiek over werkzaamheden van de stad die een impact hebben op de

omzet van de handelaars.

Zo neen, op welke manier zal het stadsbestuur handelaars in financiële moeilijkheden door de werkzaamheden, ondersteunen?

Mme Lemesre, échevine.- Quand j'ai lancé la politique économique de la Ville, vous m'avez reproché d'appliquer les politiques régionales. Il faut savoir de quoi l'on parle... À chacun ses responsabilités. Il y a des compétences fédérales, régionales et communales.

Nous avons rencontré les commerçants à maintes reprises, le Bourgmestre, moi-même, l'échevine de la participation. Les situations varient. L'exploitant dont question fait partie de ceux qui ont souffert d'une chute de fréquentation faisant suite aux attentats de Paris et au lockdown. C'est à ce moment-là qu'il a creusé son déficit en accumulant une dette à l'égard de l'État (TVA, ONSS, amendes, etc.).

Il y a eu carence de la part de la Région en termes d'accompagnement des entreprises en difficulté. Nous n'avons pas été sollicités au moment où les premières difficultés sont apparues. Un dispositif d'accompagnement communal existe déjà en cas de problème, par le biais de l'asbl Entreprendre.Brucity, qui oriente les commerçants vers les services qui sont à leur disposition, comme la SRIB qui peut octroyer des prêts sans intérêts. Peut-être les démarches n'ont-elles pas été menées à temps. Nous avons rectifié le tir en orientant cette personne, notamment, vers lesdits organismes. Toutefois, ce n'est pas à la Ville d'octroyer des prêts sans intérêts à des commerçants en difficulté. Il existe des outils régionaux pour ce faire. Nous sommes intervenus auprès du pouvoir fédéral. Nous avons organisé un rendez-vous avec cette personne au cabinet du ministre Ducarme pour tenter de geler les poursuites qui l'exposent à des amendes et le sortir de cette spirale infernale. La personne dont question s'est battue contre de nombreuses administrations, notamment le SPF Finances, parfois totalement indifférent aux difficultés rencontrées par les commerçants. Un peu plus d'empathie dans ses services serait utile. Nous avons également organisé des rendez-

vous avec la fédération de l'horeca et la SRIB.

Il ne relève pas des compétences de la Ville d'accorder des indemnités. Cela ressortit à la Région. Je rappelle qu'il existe un ministre des affaires économiques et du commerce.

M. Maingain.- Dans les communes gouvernées par DÉFI, une indemnité communale est accordée aux commerçants pendant la durée des chantiers.

Mme Lemesre, échevine.- Cela a été le fait du prince pour certains chantiers régionaux, parce que la Région était en défaut par rapport à des travaux qui n'en finissaient pas et qui avaient causé beaucoup de préjudices. Le ministre ne s'illustre pas non plus en termes d'impartialité dans ce type d'intervention. Le 20 juin 2018, le Collège a d'ailleurs envoyé au ministre un courrier à cet égard. Sa réponse fut la suivante : « À ce stade, en l'absence de base légale pour mettre en œuvre le dispositif, je ne dispose malheureusement ni de la faculté d'octroyer des indemnités de manière anticipative, ni des ressources pour ce faire. » Et d'annoncer : « Je peux déjà vous informer que l'avant-projet d'arrêté d'exécution a été approuvé en première lecture par le conseil des ministres de ce jeudi 19 juillet, et que j'ai pris l'initiative, dans la foulée, de l'envoyer pour avis à Brulocalis. Il y est effectivement proposé que les montants des indemnités octroyées soient fonction des équivalents temps pleins occupés par le commerce. Voici les montants annoncés : 2.000 € pour moins de deux équivalents temps plein ; 2.350 € pour deux à moins de cinq équivalents temps plein ; 2.700 € pour cinq à moins de 10 équivalents temps plein ». Avec cela, la dame qui avait accumulé 35.000 € de déficit et de dettes envers l'État n'est pas vraiment sauvée ! Voilà pourquoi elle ne sollicite pas d'indemnité ni ce type d'aumône.

Le Collège a énormément d'empathie pour les commerçants qui souffrent des chantiers qui ont tardé à la suite de recours devant le Conseil d'État, recours d'ailleurs souvent introduits par des gens qui ne possèdent pas de commerce et qui, ce faisant, ont gravement nui à ces mêmes commerçants.

Le piétonnier progresse. Tous les efforts sont déployés pour que la société qui a obtenu le marché se concentre sur des chantiers aussi importants que celui-là. Le problème réside dans la concession de marchés à des entreprises qui dispersent leurs activités sur l'ensemble de la Région au lieu de le faire sur des chantiers prioritaires comme celui des grands boulevards.

De heer Dhondt.- Mijnheer de voorzitter, ik heb het gevoel dat er zich hier een politiek theaterstuk heeft afgespeeld waar de handelaars weinig mee gebaat zijn. We moeten de zwarte piet niet van het ene niveau naar het andere doorschuiven. Wat ik in het antwoord van mevrouw de schepen goed vond was dat ze wel degelijk geprobeerd heeft om een oplossing te zoeken binnen de wirwar aan maatregelen die op de verschillende niveaus genomen worden.

Net daar is een rol weggelegd voor de stad, het niveau dat het dichtst bij onze handelaars staat. Die rol bestaat er in de handelaars te begeleiden naar de verschillende instanties die er zijn. Het garantiefonds is in dit geval een goede optie. De stad heeft echter ook een verantwoordelijkheid voor de werf zelf. De werkzaamheden hebben langer geduurd dan gepland. Er zullen nog grote werven komen. Bijgevolg pleiten wij ervoor dat de dienst Handel speciale aandacht besteedt aan de handelaars en bewoners om ze tijdens die transitieperiode te begeleiden.

Mondelinge vraag van de heer Van den Driessche betreffende de veiligheidsproblematiek in de Alhambrawijk

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de voorzitter, op 8 augustus plaatste het comité Alhambra een schrijnende video op de sociale media. Op de videobeelden is te zien hoe er in de wijk openlijk en zonder schroom drugs worden verhandeld en geconsumeerd. Heroïnaalden worden gewoon achtergelaten. Volgens het comité wordt de situatie onhoudbaar, ondanks de verhoogde politieaanwezigheid en -acties. In de zitting van de gemeenteraad van 11 juni jongstleden heb ik de burgemeester al geïnterpelleerd over de weerkerende problemen in de Alhambrawijk.

In zijn antwoord verklaarde de burgemeester dat hij gevraagd heeft om de strijd tegen

overlast veroorzaakt door prostitutie en straatdeals binnen onze politiezone voortaan als een topprioriteit te beschouwen.

Wat heeft dat concreet als bijkomende acties en resultaat opgeleverd ?

Ook in het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heb ik de prostitutieproblematiek meermaals aangekaart.

Zo verklaarde de minister-president naar aanleiding van mijn interpellatie over het verbod op raamprostitutie in Sint-Joost dat begin 2016 de Brusselse regering een projectoproep uitschreef in het kader van het Brussels Preventie- en Buurtplan, dat opgenomen is in het hoofdstuk Preventie van het Globaal Veiligheids- en Preventieplan. Daarin werden de gemeenten ertoe aangespoord om rond gelijkaardige thema's samen te werken en met andere gemeenten projecten in te dienen op basis van overleg. Alleen op die manier is het volgens hem immers mogelijk oplossingen voor te stellen die doeltreffend zijn, over de gemeentegrenzen heen. Helaas moest de minister-president vaststellen dat “de gemeenten daaraan nog geen concreet gevolg hebben gegeven en dat ze nog al te vaak kiezen voor een zuiver lokale aanpak”.

Mijnheer de Burgemeester, in dat verband wens ik u enkele vragen te stellen.

Heeft u met uw collega's van de buurgemeenten Schaarbeek en Sint-Joost reeds overleg gepleegd omtrent het thema prostitutieproblematiek ten einde een project in te dienen in het kader van het Brussels Preventie- en Buurtplan? Zo ja, wat was de uitkomst van het overleg? Zo neen, waarom werd er nog geen overleg gepleegd en wanneer plant u overleg met uw collega's van de gemeenten Sint-Joost en Schaarbeek?

In het Brussels Parlement heb ik ook gepleit voor een dynamische lijst van de “zwarte crimipunten”, dat zijn buurten waar de leefbaarheid bedreigd wordt door criminaliteit. Zulke lijst van zwarte crimipunten moet leiden tot meer prioritering en een pro-actiever en duurzamer beleid met gestructureerde en multidisciplinaire acties die gaan van *quick wins*, over preventieve en repressieve acties. De Alhambrawijk is een voorbeeld van zo'n zwart crimipunt.

Welke coherente acties plant u om deze wijk op een duurzame wijze opnieuw

leefbaar te maken?

De Burgemeester.- Mijnheer de voorzitter, zoals de heer Van den Driessche ondertussen wellicht weet, is de Alhambrawijk een prioritair gebied voor politieacties. Dat houdt in dat er dagelijks acties worden uitgevoerd door alle diensten samen, in burgerkledij of in uniformen.

Die acties werden nog versterkt dankzij een besluit dat ik in augustus heb ondertekend en waarmee ik de politie de toestemming heb gegeven om in deze wijk systematisch identiteitscontroles uit te voeren. Alleen in augustus hebben de diensten 296 identiteitscontroles uitgevoerd, 22 gerechtelijke processen-verbaal opgemaakt, 22 verkeersovertredingen vastgesteld en vier GAS-boetes uitgeschreven. Drie personen werden administratief aangehouden, vijf juridisch en zes rapporten werden overgemaakt aan de dienst Vreemdelingenzaken.

Bovendien plaatst de politie verschillende keren per maand een wegversperring om drugs- en alcoholcontroles aan het stuur te kunnen uitvoeren.

Deze meer dan duidelijke aanwezigheid van de politie toont aan dat er meer veiligheid in de buurt is gekomen. De drugseenheid van de lokale recherche heeft meerdere keren ingegrepen, meer specifiek in de week van 20-27 augustus.

Het personeel in burger heeft toelating om overtreders op heterdaad te betrappen. Zo voerden ze 54 identiteitscontroles uit, stelden ze 18 pv's op in verband met diefstal, heling, openbare dronkenschap en verboden wapens.

Al de problematische handelspanden werden in samenwerking met de arbeidsauditeur gecontroleerd. Dat leidde tot de verzegeling van één van de bezochte bars, bijvoorbeeld de Stanleybar.

De politie is in deze buurt dus ontegensprekelijk massaal aanwezig, alsook onze preventiedienst BRAVVO en de vzw Transit waarmee wij specifiek werken aan de problemen van drugsverslaving.

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de voorzitter, we kunnen jammer genoeg niet besluiten dat de problemen in die wijk opgelost zijn met al de acties die de

burgemeester heeft vermeld.

Kunnen we niet creatiever worden met het plaatsen van camera's, met het voortdurend – dag en nacht – aanwezig zijn in die wijk?

De Burgemeester.- Er zijn al camera's geplaatst in die wijk.

De heer Van den Driessche.- Ja, maar ik heb begrepen dat die camera's een beetje ongelukkig geplaatst zijn, waardoor er nog veel kan gebeuren buiten het veld van die camera's.

De Burgemeester.- Het cameraplan is klaar.

Questions d'actualité - Actualiteitsvragen

Questions de Mme Jellab, Mme Debaets et M. Van den Driessche concernant

l'état de l'infrastructure de l'Institut Anneessens-Funck

Vragen van mevrn. Jellab en Debaets en dhr. Van den Driessche betreffende de staat van de infrastructuur van het Instituut Anneessens-Funck

Mme Jellab.- La presse nous a informé que le plafond d'une classe de l'Institut Anneessens-Funck était tombé. Heureusement, il n'y a pas de blessés.

Les dégâts semblent très importants, car l'école ferme pour près d'une semaine.

Avez-vous des réponses sur l'origine de cet effondrement et une idée du montant des travaux ? Confirmez-vous qu'un effondrement s'est déjà produit il y a trois ans ?

Comment s'organiseront les cours pour les élèves de l'école ?

Par ailleurs, nous apprenons que les élèves de 5e et 6e primaire de l'école Dachsbeck suivent les cours dans le réfectoire depuis trois jours. Des inondations sont à l'origine d'un problème d'électricité. Les problèmes liés au circuit électrique sont-ils réglés ?

Mevrouw Debaets.- Mijnheer de voorzitter, vanochtend is een deel van het plafond in het Instituut Anneessens-Funck, in het centrum, ingestort. Er vielen gelukkig geen gewonden, maar het had anders kunnen aflopen.

Volgens de eerste berichten hierover betreft het een gebarsten waterleiding. Ik weet

weinig af van loodgieterij, maar ik weet wel dat waterleidingen soms barsten na strenge vorstperiodes. Een defect dat, indien correct, op zijn zachts uitgedrukt vreemd is in deze periode van het jaar en dus alleen maar een teken is van onvoldoende onderhoud en investeringen in schoolinfrastructuur.

Welke onderhouds- en verbeteringswerken werden de voorbije jaren uitgevoerd in Anneessens Funck? We weten dat doorlichtingsverslagen van de Vlaamse Gemeenschap negatief waren. Dat onderbouwt mijn stelling dat het gaat om onderfinanciering en een gebrek aan interesse.

Hoeveel investeringsmiddelen werden de voorbije jaren vastgelegd voor het Nederlandstalig stedelijk onderwijs per school én in totaal?

Rekening houdend met de doorlichtingsverslagen waar ik naar verwees en met de wettelijke veiligheidsrondgangen: welke onderhouds- en renovatieplannen liet de schepen door haar diensten daarvoor opmaken ?

Beschikt elke school over correcte procedures inzake evacuatie en communicatie bij incidenten zoals deze?

Bevestigt de schepen dat elk kind in het Nederlandstalig stedelijk onderwijs recht heeft op een degelijke en veilige infrastructuur en dat ze daarom bijkomende initiatieven zal nemen om de veiligheid te verhogen?

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de voorzitter, ik zal de vragen van mijn collega's niet herhalen. Ik ga alleen vermelden wat nog niet aan bod is gekomen, namelijk dat dit kan worden gekaderd in de context dat liefst acht Nederlandstalige scholen volgens het rapport van de inspectie ernstige problemen hebben met de bewoonbaarheid van de gebouwen, inclusief veiligheid en hygiëne.

Ik plaats dat in het kader van de algemene malaise bij de directies omdat de bevoegde schepen en de directeur-generaal het Nederlands niet machtig zijn. Dat is eigenlijk niet meer van onze planeet. Mij doet dat eerdere denken aan een neo-kolonialistische benadering door het stadsbestuur van het Nederlandstalig onderwijs.

Welke maatregelen zijn op korte termijn genomen welke duurzame maatregelen

zijn gepland en over welke tijdsspanne in verband met de infrastructuur van het Nederlandstalig onderwijs?

Mme Hariche, échevine.- L'inondation à l'Institut Anneessens-Funck est due à la défaillance d'un petit tuyau flexible d'une machine dans le labo de prothèse dentaire qui se trouve au dernier étage. La pression était trop forte et l'eau s'est répandue sur le sol pendant la nuit. Les faux plafonds qui, dans un premier temps, ont absorbé l'eau, se sont gorgés d'eau et une partie est tombée.

À titre de précaution, nous avons donc interdit l'accès aux locaux le temps que les faux plafonds à risque soient enlevés et que les locaux sèchent. Les faux plafonds seront remplacés par le département du patrimoine public dans les quinze jours. Le service électricité devra aussi donner son feu vert et nous assurer qu'il n'y a aucun danger pour le redémarrage de l'électricité.

Afin que le problème ne se représente plus, un tuyau adapté a été placé et les enseignants seront informés du fait que le robinet doit être systématiquement fermé avant de quitter le local.

Pour le moment, une vingtaine d'élèves occupent provisoirement le Palais du Midi et nous pensons qu'ils pourront réinvestir les lieux dans le courant de la semaine, dès que le service électricité nous aura donné toutes les assurances nécessaires.

Après les évaluations effectuées en 2013-2014, plusieurs actions ont été réalisées dans nos établissements néerlandophones, et lors des contrôles 2016-2017, toutes les écoles ont reçu un avis positif de l'autorité flamande. À l'époque, j'avais été interrogée par M. Van den Driessche à ce sujet. Toutes les remarques qui nous avaient valu un rapport défavorable pour l'Institut Anneessens-Funck avaient été rappelées ici en Conseil communal. Entre-temps, les travaux nécessaires ont été réalisés.

Nous avons soumis à l'époque un plan de remédiation afin de pallier les carences.

Pendant trois années scolaires, des efforts importants ont été déployés et des investissements ont été consentis pour nous mettre en ordre et obtenir un rapport sans réserve. Des travaux d'électricité, de peinture, de plomberie et de décoration des salles de classe ont été réalisés. En 2016, l'inspection de la Communauté flamande a remis un rapport favorable.

Concernant les écoles néerlandophones, nous avons investi sur la période 2013-2018 un total 29.079.484 €, dont 1.938.380 € pour Anneessens-Funck.

En réponse aux questions précises de Mme Debaets, les données chiffrées présentées sous forme de tableaux sont disponibles et seront diffusées très rapidement. Je la remercie d'accepter une réponse écrite sur ce point.

Monsieur Van den Driessche, contrairement à vos déclarations, je vous rappelle que le directeur général du département de l'instruction publique dispose des brevets linguistiques requis et qu'il travaille indifféremment en français et en néerlandais

Quant à l'école Dachsbeck, deux classes occupent effectivement le réfectoire. La première, à la suite des travaux de toiture qui étaient planifiés et dont profitent les services techniques pour refaire, au dernier étage, les plafonds, l'électricité et l'éclairage LED de ces locaux. Les élèves devraient normalement réintégrer leur classe après les vacances de la Toussaint. Cela était donc programmé depuis longtemps.

La deuxième classe occupe le réfectoire à cause d'infiltrations d'eau dues au chantier de remplacement de la verrière et des toitures. Manifestement, l'entreprise n'avait pas pris les mesures nécessaires. Dans la nuit du 4 au 5 septembre, beaucoup d'eau est tombée et la classe a été inondée. L'incident a été résolu le jour même, mais de l'eau s'est infiltrée dans le circuit électrique. Nous attendons que le service électricité nous donne le feu vert pour réintégrer le local. En principe, il devait passer aujourd'hui. Je

suppose qu'entre-temps, l'école a été informée de ce que les enfants pouvaient ou ne pouvaient pas encore réintégrer leur classe.

Par ailleurs, je signale que trois personnes du département de l'instruction publique ont passé de nombreuses heures ce week-end à collecter les informations nécessaires pour répondre à vos questions, notamment celle de Mme Debaets qui demandait des chiffres.

Je tiens à votre disposition un rapport sur tous les travaux réalisés en matière de chauffage, électricité, sanitaires et autres au cours des derniers mois à l'Institut Anneessens-Funck.

Mevrouw Debaets.- Mijnheer de voorzitter, wanneer de schepen in de scholen pennenzakken uitdeelt en daarbij de Nederlandstalige scholen vergeet, vinden we dat een gebrek aan respect en kan ik daar misschien nog eens om lachen omdat ze het weer eens heel erg bont maakt. Wanneer echter een plafond van een school instort, wat het leven van kinderen in gevaar brengt, vergaat het lachen mij wel.

Ik begrijp dat de schepen de cijfers niet meteen kan geven, maar ik heb ze zelf opgezocht. Bij het scholenplan bij het begin van de legislatuur kondigde de schepen aan dat de stad Brussel voor 4700 extra plaatsen ging zorgen, waarvan 780 plaatsen in het Nederlandstalige onderwijs. Ook mevrouw Persoons ging prat op de eerste gemeentelijke Nederlandstalige basisschool die er in het centrum van de stad zou komen. Luid applaus, want de ouders wachtten daar al lang op.

Nu blijkt dat er slechts 5508 plaatsen in 2024 gerealiseerd zullen zijn en dat zelfs voor die ene gemeentelijke Nederlandstalige basisschool in het centrum de eerste steen nog niet is gelegd.

Mijn tweede opmerking betreft de investeringsdossiers. De Nederlandstalige scholen kunnen bij Agion, bij de Vlaamse Gemeenschap investeringsdossiers indienen. Ik ging ervan uit dat het zou gaan om tientallen dossiers, aangezien de schepen hier al jaren bevoegd voor is, maar het blijkt dat er slechts twee dossiers zijn ingediend,

namelijk een dossier voor Karel Buls en een dossier voor amper 88.000 euro voor enkele verfraaiingswerken.

Dat doet mij herhalen dat er een manifest gebrek is aan interesse en dat de onderfinanciering van het Nederlandstalig onderwijs als een paal boven water staat.

Mme Jellab.- Les problèmes d'infiltration d'eau sont toujours imprévisibles. Nos écoles et nos crèches sont des bâtiments remarquables, souvent centenaires. Un plan d'investissement doit donc être élaboré dans les années à venir pour tous les établissements. Il ne s'agit pas seulement d'une question de patrimoine, mais de sécurité pour les enfants et les enseignants. En l'occurrence, c'est un plafond qui est tombé et nous avons eu la chance. Il faut veiller à ne pas affecter de budgets là où ils ne sont pas utiles. L'important est de sécuriser les écoles et ces bâtiments qui sont relativement vieux.

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de voorzitter, er zijn misschien wel investeringen gebeurd, maar dat neemt niet weg dat er levens op het spel stonden op het moment dat het plafond naar beneden viel.

Hoe kan dat gebeuren in een school? Dat doet toch vragen rijzen bij de veiligheid van de leerlingen.

Op het vlak van investeringen die geleid hebben tot positieve rapporten zou ik graag een kopij krijgen van de inspectierapporten die zogenaamd positief zijn.

Mme Hariche, échevine.- Madame Debaets, l'investissement global dans les écoles est de 29 millions €. S'agissant de la création de l'école néerlandophone dans le centre-ville, les discussions ont été extrêmement longues. Nous avons obtenu une promesse de subside. La procédure de création de cet établissement, dont nous avons acquis le bâtiment rue de la Senne, devrait démarrer dès la prochaine année civile. Des investissements considérables ont été consentis pour le remembrement du site Mutsaert. Nous ne pouvons pas accepter l'affirmation selon laquelle l'enseignement néerlandophone serait en reste.

Monsieur Van den Driessche, le rapport établi par la Communauté flamande peut être consulté sur son site. En 2013-2014, vous m'aviez interpellé après avoir consulté ledit rapport sur ce même site de la Communauté flamande.

Si Mme Crevits veut nous aider, nous sommes pour...

De Burgemeester.- Mevrouw Debaets, u moet de Vlaamse minister van Onderwijs, mevrouw Crevits van CD&V aanspreken. Wij krijgen geen subsidies. Er is geen geld voor het Nederlandstalig onderwijs in Brussel. Alles gaat naar Antwerpen, niets naar Brussel.

Mevrouw Debaets.- Als er geen dossiers worden ingediend, kunnen er ook geen subsidies worden gegeven.

M. le Bourgmestre.- Il n'y a aucun investissement du CD&V à Bruxelles.

(Colloques)

Mondelinge vraag van mevrouw Persoons betreffende de Oeverpoort

Mevrouw Persoons.- Mijnheer de voorzitter, iedereen kent de discussie over de autodoorsteek op de Oeverpoort. De bewoners hebben daar bijzonder boos op gereageerd. Er zijn verschillende protestacties geweest. Op het traject dat heraangelegd werd door het wijkcontract Kaaïen – de middenberm was een mooie wandel- en fietsboulevard geworden – is zonder voorafgaand overleg een autodoorsteek gemaakt. Dat heeft heel de buurt op stelten gezet.

Minister Pascal Smets die bevoegd is voor mobiliteit had daartegen beroep aangetekend bij de Raad van State. Via zijn advocaat heb ik vrijdag vernomen dat dit beroep niet kan doorgaan omdat de beslissing om op de handelskaai een doorsteek voor auto's te maken in het College van 12 juli zou zijn ingetrokken.

Dat is enerzijds misschien goed nieuws, namelijk dat het College tot het inzicht gekomen is dat het daar effectief een levensgevaarlijke situatie is en dat de vroegere situatie opnieuw hersteld wordt. Anderzijds betekent het misschien dat er juridisch

iets niet in orde is met die oude beslissing en dat er een nieuwe beslissing genomen is om de huidige situatie te behouden. Uiteindelijk is er tot op vandaag nog niets veranderd. Er kunnen nog altijd auto's doorsteken.

Is het College effectief tot inkeer gekomen en keert men terug naar de vroegere situatie of is de annulering van de vorige beslissing in het College van 12 juli een formaliteit en is er opnieuw dezelfde beslissing genomen die juridisch misschien op een andere manier wordt gestaafd?

Mevrouw Ampe, schepen.- Mijnheer de voorzitter, er is wel degelijk een arrest van de Raad van State op datum van 13 juli 2018. In dat arrest is de volgende beoordeling gemaakt : “De verzoekende partijen, dus het Gewest, verzuimen hun onheilspellende claims met een minimum aan concrete gegevens te staven. Zelfs nadat zij in het auditoraatsverslag konden lezen dat het verzoekschrift geen concreet zicht biedt op het aantal verkeersbewegingen op het betrokken kruispunt en dat geen verduidelijking betreffende de grootorde van de spelende kinderen en de verkeersdeelnemers op de wandelpromenade wordt geboden en ofschoon overigens de bekritiseerde doorsteek intussen al gedurende meerdere maanden open is kunnen zij er ook nog ter rechtzetting niet toe komen dat zicht en die verduidelijking te verschaffen”.

Nog een andere beoordeling : “Op de vraag in het auditoraatsverslag waarom de verzoekende partijen geen gebruik hebben gemaakt van de toezichtsbevoegdheid die zij bezitten ten aanzien van het bestreden besluit van de stad Brussel antwoordt het Gewest dat ze de toezichtsbevoegdheid niet uitvoerden om politieke redenen”. Ze geven dus toe dat hier een politiek proces wordt gevoerd.

Nog een andere beoordeling van de Raad van State : “De conclusie uit het voorgaande is dat een voor de schorsing vereiste spoedeisendheid niet is aangetoond.”

Mevrouw Persoons.- Mijnheer de voorzitter, dat is heel vreemde situatie. Als ik het goed begrijp zou de Raad van State een oordeel hebben geveld.

**Mondelinge vraag van mevrouw Persoons betreffende de werken in het stuk
tussen het Fontainasplein en de Lombardstraat**

Mevrouw Persoons.- Mijnheer de voorzitter, deze vraag sluit aan bij de discussie die eerder gevoerd is. Ik zag dat de werken, na een lange tijd te hebben stilgelegen op het stuk voor *Jour de Fête*, plots hervat zijn. Ik weet dat de stad geen maître d'oeuvre is van die werken, maar het is vreemd dat de werken lang stilliggen en na berichten daarover in de pers, plots hervat worden.

Graag enige toelichting bij deze gang van zaken.

De Burgemeester.- Mijnheer de voorzitter, ik werd aangesproken over de traagheid van de werken die worden uitgevoerd tussen het Fontainasplein en de Lombardstraat. Ik heb bijgevolg een spoedvergadering gevraagd met de aannemer van de werken. We kwamen tot de conclusie dat de werken sneller moesten vooruitgaan. Tot nu toe was het bedrijf bezig met een groot aantal werven op de General Jacqueslaan, de Rooseveltlaan, de Elsensesteenweg, het Koningin Astridplein, de Ninoofse poort. Het had bijgevolg geen capaciteit en mankrachten genoeg om de oorspronkelijk geplande termijn in te perken.

Na onze vergadering heeft de aannemer ermeê ingestemd een oplossing te vinden om het begonnen deel van de werf zo snel mogelijk af te werken. De prestaties zullen dan ook vergoed worden op basis van de voorwaarden opgenomen in het lastenboek dat door de gemeenteraad is goedgekeurd.

**Question de Mme Lemaitre concernant l'annonce dans la presse d'une rencontre
entre le ministre Jambon et le Bourgmestre au sujet de l'approche de la
problématique des transmigrants**

Mme Lemaitre.- Le ministre de l'Intérieur et le secrétaire d'État à l'Asile et la Migration ont annoncé ce matin leur volonté d'ouvrir un « centre administratif national pour la transmigration » au sein du centre fermé 127bis à Steenokkerzeel. Il s'agirait d'une prison où les personnes seraient amenées dans des bus de l'armée. Tout

un symbole...

Dans ce cadre, ils ont également annoncé leur volonté de démanteler le « hub migratoire » qui s'est constitué selon eux au parc Maximilien. Une réunion au sujet de ce démantèlement et des actions que le ministre de l'Intérieur veut entamer le plus vite possible devait être organisée avec le Bourgmestre de la Ville de Bruxelles ce lundi après-midi.

Cette réunion a-t-elle effectivement eu lieu et quelles en sont les conclusions ? Le ministre de l'Intérieur a annoncé qu'elle avait été très constructive et que vous vous rencontreriez à nouveau. Ne dites donc pas qu'il n'y a pas eu de réunion.

Quelles sont les intentions de la Ville quant à cette volonté de démantèlement annoncé du parc Maximilien ? Cela met-il en péril les distributions de nourriture ? Le bruit court que vous auriez interdit ces distributions. Si tel est le cas, pourquoi ? Les activités de la plateforme de dispatching des migrants dans les familles d'accueil et à la porte d'Ulysse sont-elles menacées ?

Quelles sont les intentions de la Ville quant au soutien apporté à la Porte d'Ulysse ? Qu'en est-il du hub humanitaire de la gare du Nord ?

M. le Bourgmestre.- Toujours rien du côté de Boitsfort et Schaerbeek ?

Mme Lemaitre.- Arrêtez ce petit jeu !

M. le Bourgmestre.- Chaque fois que vous m'interpellerez pendant ce mois de campagne électorale, je répéterai combien les communes Ecolo n'ont rien fait.

Mme Lemaitre.- Et vous mentirez, parce qu'elles ont fait des choses. Et les autres communes socialistes, et les autres communes MR, qu'ont-elles fait ?

M. le Bourgmestre.- Vous avez été inefficaces. Vous avez un Bourgmestre qui n'a rien fait. Même pas réquisitionné un immeuble ! Et qu'ont fait Schaerbeek et Molenbeek ? Rien !

Je ne vous répondrai pas sur le contenu de la réunion. Ce n'est pas ma façon de fonctionner. Je ne ferai pas de commentaires.

Je rends hommage à tous les ouvriers de la voirie et des espaces verts qui, tous les jours, ramassent 8 m³ de crasse !

Pour Ecolo, ces ouvriers n'ont aucun intérêt. Ils doivent ramasser la saleté...

(Tumulte)

S'agissant de la distribution de nourriture, une association refuse de la concentrer le soir afin que les équipes de M. Zian puissent entretenir le parc. Je rappelle que 2.000 habitants subissent cette situation. Mon travail de Bourgmestre consiste aussi à porter attention aux problèmes des habitants.

Chacun sait ce qu'il fait, et surtout ce qu'il ne fait pas.

Mme Lemaitre.- Cela fait trois ans que notre groupe et les citoyens se mobilisent et demandent un centre d'accueil et d'orientation pour les migrants en transit.

Contrairement à ce que vous dites, nous aussi nous souhaiterions que plus personne ne fréquente ce parc Maximilien. Si les personnes l'occupent, c'est parce que le pouvoir fédéral ne leur garantit pas d'accueil digne et décent.

Nous refusons que la Ville de Bruxelles soit complice des décisions prises par le fédéral. Je rappelle que c'est notre police qui coordonne les actions au parc Maximilien et les rafles programmées. Vous êtes au courant de tout et vous êtes complice des actions menées au fédéral par la N-VA.

M. le Bourgmestre.- J'assume tout ce que fait ma police et tout ce qui se fait sur notre territoire, mais j'assume aussi le fait que vous ne faites rien.

Prochaines séances

Vendredi 21 septembre 2018

À partir de 14h : sections ordinaires.

Lundi 24 septembre 2018

À 16h : séance publique suivie d'un comité secret.

M. le Président.- La séance publique est levée.

- *La séance publique est levée à 21h30.*
- *De openbare zitting wordt opgeheven te 21h30.*